

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1027

18 avril 2015

### SOMMAIRE

Abelton Invest S.A. ....	49250	Helkin International S.A., SPF .....	49251
Bluestar Elkem Solar Co. Ltd. S.à.r.l. ....	49260	Hoparlux S.A. ....	49250
Bop (LWP) Holdings S.à r.l. ....	49251	HPF 1 Holdco S.à r.l. ....	49277
Carvalho Cabral S.à r.l. ....	49252	Luxembourg Investment Company 55 S.à.r.l. ....	49262
CERE II F Co-invest S.à r.l. ....	49255	LVS II Lux XVII S.à r.l. ....	49267
CEREP GAB S.à r.l. ....	49255	Macquarie Aircraft Leasing Finance S.A. .....	49293
Chunko S.A. ....	49256	MCZ Investmentfund-FIS .....	49252
Circle Investment Support Services (Lu- xembourg) S.A. ....	49255	Melus SPF S.A. ....	49253
Clermon Holding Company S.A. ....	49255	Motwit S.A., SPF .....	49253
C.M. International S.A. ....	49251	SIG Elastic Lux Holdings S.à r.l. ....	49257
Cominsider S.A. ....	49256	Snowdonia Research .....	49258
Compagnie Européenne pour le Dévelop- pement d'Entreprises Commerciales S.A. .....	49253	Somami S.à r.l. ....	49258
Danube SCA SICAR .....	49255	Stodiek Beteiligung I S.à r.l .....	49258
EFR Group Holdings S.à r.l. ....	49292	Sushi Ogasang II Sàrl .....	49256
Euromobiliare International Fund .....	49254	TheMarketsTrust - Advisory .....	49257
Finance & Building Europe S.A. ....	49254	TLV .....	49250
FMC Technologies Global Rental Tools S.à.r.l. ....	49282	Trascandia S.A. ....	49258
Fourteen Burdock S.à.r.l. ....	49260	UK Students City S.à r.l. ....	49257
GSC Properties S.A. ....	49251	Vescore FONDS .....	49252
Günter Schlag s.à r.l. ....	49259	Winch Properties S.à r.l. ....	49296

**Abelton Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 121.731.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le 28 avril 2015 à 15:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Démission des administrateurs
2. Démission du commissaire aux comptes
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes jusqu'à la date d'effet de leurs démissions
4. Nomination de nouveaux administrateurs et d'un nouveau commissaire aux comptes
5. Transfert du siège social de la
6. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2015052808/795/17.

---

**Hoparlux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.  
R.C.S. Luxembourg B 69.800.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 2 mai 2015 à 16.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014 ;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
6. divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2015048885/10/18.

---

**TLV, Société Anonyme.**

Siège social: L-9980 Wilwerdange, 44, rue Principale.  
R.C.S. Luxembourg B 67.970.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire réunie en date du 25 février 2015*

L'an deux mille quinze, le vingt-cinq février, à seize heures, les actionnaires de la société TLV, susvisée, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, au siège social et ont pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Assemblée accepte la démission de Monsieur Benoît JACQUET, né le 18/02/1973 à Verviers (Belgique), et demeurant à B-4890 Thimister, 8, Verte Voie, de ses mandats d'administrateur et d'administrateur-délégué de la société.

Son effet est rétroactif à compter du 01/01/2015.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de nommer Monsieur Benoît JACQUET, prénommé, au poste de directeur de la société pour une durée indéterminée, avec délégation de la gestion journalière de la société.

Pour extrait conforme

*Les membres du bureau*

Référence de publication: 2015039425/19.

(150044456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

---

**Bop (LWP) Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: GBP 13.510,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 181.536.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 6 mars 2015.

Référence de publication: 2015037658/10.

(150043040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2015.

---

**GSC Properties S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 161.769.

**EXTRAIT**

Il résulte d'une réunion du conseil d'administration tenue le 11 février 2015 que la société T&F Luxembourg S.A., ayant son siège social au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg a été nommée comme dépositaire des actions au porteur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg.

*Pour GSC Properties S.A.*

Référence de publication: 2015038611/13.

(150043459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2015.

---

**C.M. International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 41.453.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 27 avril 2015 à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2014
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2015052807/795/15.

---

**Helkin International S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 36.799.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE STATUTAIRE**

qui se tiendra exceptionnellement le 27 avril 2015 à 15:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 septembre 2014
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2015052801/795/16.

---

**Carvalho Cabral S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1521 Luxembourg, 89, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 181.791.

Le bilan au 31.12.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2015.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015039611/14.

(150045083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2015.

**MCZ Investmentfund-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 133.343.

Die Bilanz zum 30. September 2014 und die Gewinn- und Verlustrechnung für das am 30. September 2014 abgelaufene Geschäftsjahr wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 06. März 2015.

Für die MCZ Investmentfund - FIS

Die Zentralverwaltungsstelle:

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Référence de publication: 2015039274/15.

(150044604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

**Vescore FONDS, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 3, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 139.568.

Im Einklang mit Artikel 8 der Satzung der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (Société d'Investissement à capital variable) Vescore FONDS wurde die

**JÄHRLICHE GENERALVERSAMMLUNG**

der Aktionäre auf Beschluss des Verwaltungsrates vertagt und findet nunmehr am 27. April 2015 um 16.00 Uhr am Sitz der Verwaltungsgesellschaft LRI Invest S.A., 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach statt.

*Tagesordnung:*

1. Bericht des Verwaltungsrats und des Abschlussprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr vom 1. Januar 2014 bis zum 31. Dezember 2014.
3. Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Abschlussprüfers.
5. Ernennung der Verwaltungsratsmitglieder bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2016.
6. Ernennung des Abschlussprüfers bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2016.
7. Verschiedenes.

Die Zulassung zur Gesellschafterversammlung setzt voraus, dass die entsprechenden Inhaberanteile vorgelegt werden oder die Anteile bis spätestens 5 Tage vorher bei einer Bank gesperrt werden. Eine Bestätigung der Bank über die Sperrung der Anteile genügt als Nachweis über die erfolgte Sperrung.

Munsbach, im April 2015

Référence de publication: 2015052809/2501/24.

**CEDEC S.A., Compagnie Européenne pour le Développement d'Entreprises Commerciales S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.  
R.C.S. Luxembourg B 36.412.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le mercredi 29 avril 2015 à 11.00 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du réviseur sur l'exercice clos au 31 décembre 2014.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014 et affectation du résultat.
3. Quitus aux Administrateurs et au Réviseur.
4. Divers.

*Pour le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2015044797/279/16.

---

**Motwit S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 8.351.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis à

**l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 27 avril 2015 à 10.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2014, et affectation du résultat
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2014.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

*LE CONSEIL D'ADMINISTRATION*

Référence de publication: 2015053355/1023/18.

---

**Melus SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 98.477.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE STATUTAIRE**

qui se tiendra exceptionnellement le 27 avril 2015 à 13:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire sur les comptes annuels au 31 mars 2014
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 mars 2014
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant
5. Décharge spéciale à l'Administrateur démissionnaire pour l'exercice de son mandat jusqu'à la date de sa démission
6. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
7. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2015052800/795/20.

---

**Finance & Building Europe S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 123.597.

Il résulte des actes de la Société que Monsieur Cédric Finazzi et Monsieur Benoît Dessy, résidant professionnellement au 19/21 Bd du Prince Henri L-1723 Luxembourg ont présenté leur démission de leur fonction d'administrateur en date du 16 Février 2015.

Il résulte des actes de la Société que HRT Révision S.A. dont le siège social est au 163 Rue du Kiem L-8030 Strassen a présenté sa démission de sa fonction de commissaire aux comptes de la société en date du 16 Février 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citco C&T (Luxembourg) S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2015038581/15.

(150044074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2015.

---

**EUROFUNDLUX, Euromobiliare International Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 10-12, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 82.461.

Les actionnaires sont convoqués à une

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 27 avril 2015 à 11 heures au siège social de la société sous rubrique avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Compte rendu d'activité du Conseil d'Administration et rapport du Réviseur d'Entreprises sur l'exercice social clôturé au 31 décembre 2014
2. Approbation des Etats Financiers au 31 décembre 2014
3. Décharge aux Administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat
4. Nominations statutaires
5. Rémunération des Administrateurs pour l'exercice 2015
6. Nomination du Réviseur d'Entreprises pour un terme d'un an
7. Divers

Aucun quorum n'est requis pour que l'assemblée puisse délibérer valablement.

Les résolutions sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés.

Chaque action, quels que soient le compartiment et la classe ou sous-classe auxquels elle se rapporte et quelle que soit sa valeur nette d'inventaire dans son compartiment et sa classe ou sous-classe, donne droit à une voix.

Pour pouvoir assister ou être représenté à l'Assemblée Générale Ordinaire, le propriétaire d'actions au porteur sera tenu de déposer son récépissé de souscription ou tout autre document probant aux guichets de l'une des agences mentionnés ci-dessous, accompagné éventuellement d'une procuration cinq (5) jours francs avant la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Sont admis à assister ou être représentés à l'Assemblée Générale Ordinaire tous les actionnaires nominatifs inscrits dans le registre des actionnaires (5) cinq jours francs avant la tenue de ladite Assemblée. Les propriétaires d'actions nominatives devront aviser le Conseil d'Administration de la Société par écrit cinq (5) jours francs avant l'Assemblée de leur intention d'y participer soit personnellement, soit par procuration, laquelle devra être déposée cinq (5) jours francs avant l'Assemblée à l'un des guichets mentionnés ci-dessous.

Au Grand Duché de Luxembourg : Credem International (Lux) S.A., 10/12 Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg

En Italie : BNP Paribas Securities Services (Succursale di Milano), Via Ansperto,5 - I-20121 Milano

Tout actionnaire a par ailleurs la possibilité de voter par procuration en désignant un représentant de l'Agent Domiciliaire, c'est-à-dire Credem International (Lux) S.A., comme mandataire. Des formulaires de procuration sont disponibles sur simple demande au Siège Social de la Société ; la procuration doit être communiquée au mandataire endéans le délai indiqué ci-dessus, moyennant câble, télégramme, télex, téléfax ou tout moyen similaire soit directement à Credem International (Lux) S.A., soit par l'intermédiaire de BNP Paribas Securities Services (Succursale di Milano).

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2015049599/39.

---

**CERE II F Co-invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 44.200,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 128.641.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 5 mars 2015.

Référence de publication: 2015039084/10.

(150044499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

---

**CEREP GAB S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: GBP 12.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 139.086.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 9 mars 2015.

Référence de publication: 2015039085/10.

(150044610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

---

**Circle Investment Support Services (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 155.611.

Les statuts coordonnés de la société, rédigés en suite de l'assemblée générale du 10.02.2015, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Capellen.

Référence de publication: 2015037675/11.

(150043154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2015.

---

**Danube SCA SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 149.983.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 10 mars 2015.

Référence de publication: 2015039105/11.

(150044673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

---

**Clermon Holding Company S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8308 Capellen, 89B, rue Pafebruch.  
R.C.S. Luxembourg B 94.207.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Capellen, le 10 mars 2015.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015039095/12.

(150044854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

---

**Cominsider S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.  
R.C.S. Luxembourg B 61.138.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09.03.2015.

Pour: COMINSIDER S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015039096/14.

(150044437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

**Chunko S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 142.080.

*Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration en date du 03 mars 2015*

- La démission de Madame Fantine JEANNON de son mandat d'Administrateur est acceptée avec effet immédiat;
  - Monsieur Amaury DE SEROUX, employé privé, né le 9 mai 1984 à ROANNE (France) et résidant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg est coopté au poste d'Administrateur, en remplacement de Monsieur Renaud LEONARD, avec effet immédiat et ce pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir.
- Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire devant se tenir en 2020.

Fait à Luxembourg, le 03 mars 2015.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2015039090/15.

(150044650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

**Sushi Ogasang II Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1338 Luxembourg, 88, route du Cimetière.  
R.C.S. Luxembourg B 190.773.

*Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 9 mars 2015*

Les associés adoptent à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. L'assemblée générale prend acte de la cession de parts en date du 6 mars 2015, que Monsieur ZHANG Zuoping cède 50 parts sociales de la société à Madame CHEN Yanfei, de fait que la nouvelle répartition des parts sociales s'établit comme suit:

- Monsieur XU Haibo, cinquante parts . . . . .	50
- Madame CHEN Yanfei, cinquante parts . . . . .	50
Total: Cent parts . . . . .	100

2. La nomination de Madame CHEN Yanfei, née le 13 décembre 1983, demeurant à L-1220 Luxembourg, 28, rue de Beggen, comme nouvelle gérante technique pour une durée indéterminée;

3. L'assemblée générale accepte la démission de Monsieur ZHANG Zuoping, demeurant à L-7240 Bereldange, 17, rue de Luxembourg, de sa fonction de gérant technique;

4. L'assemblée générale décide de maintenir le pouvoir de signature comme suit: «La société est engagée par la signature conjointe du gérant technique et du gérant administratif.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09/03/2015.

Pour la société

Sushi Ogasang II Sàrl

Référence de publication: 2015039411/25.

(150044363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

**SIG Elastic Lux Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 24.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 133.449.

## EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 4 mars 2015 que:

- Le siège social de la Société a été transféré au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, avec effet au 1<sup>er</sup> août 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2015.

Référence de publication: 2015039398/14.

(150044291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

**TheMarketsTrust - Advisory, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 59, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 187.524.

*Extrait du PV d'assemblée générale extraordinaire du 18/02/2015*

## 1. Transfert du siège social de la société

L'assemblée générale décide, par un vote spécial et à l'unanimité le transfert du siège social de la société à savoir Rue Aldringen 14 à L-1118 Luxembourg vers Boulevard Royal 59 à L-2449 Luxembourg.

Étant donné que tous les points de l'ordre du jour ont été traités et qu'il ne subsiste plus aucune question, l'assemblée est clôturée, après lecture et approbation du présent procès-verbal.

PAPADOPOULOS Evangelos / LE DINAHET Frédéric

*Gérant Technique / Gérant Administratif*

Référence de publication: 2015039416/15.

(150044644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

**UK Students City S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 153.809.

*Extrait des décisions des associés de la Société adoptées le 17 février 2015*

Les associés de la Société ont décidé d'approuver les cessions à LTS Student HoldCo S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, dont le siège social est établi au 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 194124:

- d'1 part sociale de catégorie B1 et d'1 part sociale de catégorie B2 que Generation Cambridge One LLP détient dans la Société, avec effet au 2 mars 2015; et

- d'1 part sociale de catégorie B1 et d'1 part sociale de catégorie B2 que Generation Cambridge Two LLP détient dans la Société, avec effet au 2 mars 2015.

Les associés de la Société ont décidé de prendre acte et d'accepter la démission de CEREP Management S.à r.l., de M Damien Renonnet et M. David Pearson, de leur poste de gérants de la Société avec effet au 2 mars 2015.

Les associés de la Société ont décidé de nommer, pour une durée indéterminée et à compter du 2 mars 2015:

- M Vitalij Farafonov, résidant professionnellement au 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg;

- Mme Nicole Goetz, résidant professionnellement au 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg; et

- M Maxime Nino, résidant professionnellement au 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

UK Students City S.à r.l.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015039435/25.

(150044420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

**Somami S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 104.876.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015039403/9.

(150044645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

---

**Stodiek Beteiligung I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 113.244.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour STODIEK BETEILIGUNG I S.à r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015039410/11.

(150044774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

---

**Trascandia S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 34A, rue Philippe II.  
R.C.S. Luxembourg B 172.651.

Le bilan au 31.12.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2015.

*Pour ordre*

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L- 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015039418/14.

(150044988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

---

**Snowdonia Research, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 182.424.

**EXTRAIT**

En date du 11 février 2015, la soussignée SNOWDONIA RESEARCH, société à responsabilité limitée, représentée par son Conseil de Gérance prend la résolution suivante:

- conformément à l'article 190 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée et à l'article 1690 du Code Civil, le Conseil de Gérance approuve la cession par Nelson & Russell Holdings Limited, société de droit anglais, ayant son siège social 83 Parkside, SW19 5LP Wimbledon (Royaume-Uni), immatriculée auprès du Companies House sous le numéro 03879349 à:

\* Monsieur Patrick Wilson, demeurant 7 Chemin de la Verrière, CH-1094 Paudex (Suisse),

et

\* Monsieur Robert Wilson, demeurant Bonnington House, Bonnington, Midlothian, EH27 8BB (Royaume-Uni), de 625 parts sociales à chacun soit un total de 1.250 parts sociales.

Signature

*Mandataire*

Référence de publication: 2015039386/20.

(150044322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

---

**Günter Schlag s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 5, An de Längten.

R.C.S. Luxembourg B 61.526.

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am zwölften Februar,  
Vor Notar Paul BETTINGEN, mit Amtssitz zu Niederanven.

Sind erschienen:

1° Herr Günter Wilhelm SCHLAG, Freiberufler, geboren in Trier (Deutschland) am 6. August 1954, wohnhaft in D-54346 Mehring, 4, Frankenstrasse; und

2° Herr Michael SCHLAG, Estrichlegermeister, geboren in Trier (Deutschland) am 16. Dezember 1982, wohnhaft in D-54346 Mehring, 4, Frankenstrasse.

Der Komparent unter 1° erklärt dass er alleiniger Gesellschafter ist der Günter Schlag S.à.r.l. (die „Gesellschaft“), eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit Gesellschaftssitz in L-6776 Grevenmacher, 5, An de Längten, mit einem Gesellschaftskapital von EUR 12.394,68, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 61.526, gegründet am 1ten Oktober 1997 durch Urkunde von Notar Jean SECKLER mit Amtssitz in Junglinster, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das „Mémorial“) vom 07. Februar 1998, Nummer 81.

Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt abgeändert durch Urkunde vom unterzeichnenden Notar, am 13. Januar 2011, veröffentlicht im Mémorial vom 16. April 2011, Nummer 741.

Die Erschienenen erklären und ersuchen den Notar Folgendes zu beurkunden:

I. Der Komparent unter 1° hält alle fünfhundert (500) ausgegebenen Anteile der Gesellschaft und kann somit gültige Beschlüsse zu den Punkten auf der Tagesordnung treffen.

II. Die Punkte zu denen Beschlüsse getroffen werden müssen lauten wie folgt:

1. Erhöhung des Gesellschaftskapitals um einhundertfünf Euro zweiunddreißig Cent (EUR 105,32.-) um es von derzeit zwölftausenddreihundertvierundneunzig Euro achtundsechzig Cent (EUR 12.394,68.-) auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500.-) zu bringen wodurch der Nominalwert der derzeit fünfhundert (500) ausgegebenen Anteile auf fünfundzwanzig Euro (EUR 25.-) aufgerundet wird.

2. Übertragung von allen fünfhundert (500) ausgegebenen Anteilen von Herrn Günter SCHLAG, vorgenannt unter 1°, an Herrn Michael SCHLAG, vorgenannt unter 2°, zu dem unter den Parteien vereinbarten Preis, außerhalb der Buchführung und Anwesenheit vom instrumentierenden Notar.

3. Abänderung von Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft betreffend das Gesellschaftskapital.

4. Beschluss dass beide Geschäftsführer die weitest gehende Befugnisse haben, um die Gesellschaft jeweils durch die alleinige Unterschrift zu verpflichten.

Folglich werden folgende Beschlüsse gefasst:

*Erster Beschluss:*

Der alleinige Gesellschafter beschließt, das Gesellschaftskapital um einhundertfünf Euro zweiunddreißig Cent (EUR 105,32.-) zu erhöhen um es von derzeit zwölftausenddreihundertvierundneunzig Euro achtundsechzig Cent (EUR 12.394,68.-) auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500.-) zu bringen wodurch der Nominalwert der fünfhundert (500) ausgegebenen Anteile auf fünfundzwanzig Euro (EUR 25.-) aufgerundet wird.

Der Betrag von einhundertfünf Euro zweiunddreißig Cent (EUR 105,32.-) wurde in bar eingezahlt, so wie dies dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

*Zweiter Beschluss:*

Herr Günter SCHLAG, unter 1° vorgenannt, erklärt hiermit, unter den rechtlichen und tatsächlichen Sicherheiten, an Herrn Michael SCHLAG, unter 2° vorgenannt, hier anwesend und dies annehmend:

Alle fünfhundert (500) ausgegebenen Anteile der Gesellschaft abzutreten und zu übertragen, für den unter Parteien abgemachten Preis und außerhalb der Buchführung vom instrumentierenden Notar, wovon gültige Quittung.

Der Übernehmer, Herr Michael SCHLAG, vorgenannt unter 2°, wird Eigentümer der ihm übertragenen Anteile ab dem heutigen Tage sein und wird Recht auf die Gewinne ab dem gleichen Zeitpunkt haben.

Durch die vorgenannte Anteilsübertragung wird Herr Michael SCHLAG, vorgenannt unter 2°, alleiniger Gesellschafter der Gesellschaft.

Somit beschließen Herr Günter SCHLAG und Herr Michael SCHLAG, in ihrer Eigenschaft als Geschäftsführer der Gesellschaft, die oben dokumentierte Anteilsübertragung anzunehmen und sie als ordnungsgemäß an die Gesellschaft gestellt zu betrachten, gemäß Artikel 1690 vom Bürgerlichen Gesetzbuch (code civil) sowie Artikel 190 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften.

*Dritter Beschluss*

Der alleinige Gesellschafter beschließt Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft umzuändern damit er folgenden Wortlaut bekommt:

„Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500.-) aufgeteilt in fünfhundert Anteile von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25.-).“

*Vierter Beschluss*

Der alleinige Gesellschafter beschließt dass beide Geschäftsführer, namentlich Herr Günter SCHLAG und Herr Michael SCHLAG, vorgenannt unter 1° und 2°, die weitest gehenden Befugnisse haben, um die Gesellschaft durch ihre alleinige Unterschrift zu verpflichten.

*Bevollmächtigung*

Der Erschienene erteilt hiermit einem jeden Angestellten des unterzeichnenden Notars Spezialvollmacht, in seinem Namen jegliche etwaige Berichtigungsurkunde gegenwärtiger Urkunde aufzunehmen.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen und geschlossen zu Senningerberg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienene mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Günter Wilhelm Schlag, Michael Schlag, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 13 février 2015. 1LAC / 2015 / 4719. Reçu 75.-€.

*Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.*

- Für gleichlautende Kopie - Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 26. Februar 2015.

Référence de publication: 2015037896/78.

(150042849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2015.

**Bluestar Elkem Solar Co. Ltd. S.à.r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Fourteen Burdock S.à.r.l.).**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 193.251.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-first day of January,

Before Maître Henri Hellinckx, notary public residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of “Fourteen Burdock S.à r.l.”, a “société à responsabilité limitée” incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated by a notarial deed of Maître Henri Hellinckx, a notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, dated 27 November 2014, registered with the Luxembourg Trade and Company Register under number B 193.251.

I.- The sole shareholder of the Company, Bluestar Elkem Investment Co. Ltd, a company organized under the laws of Hong Kong, having its registered office 29f, 88 Hing Fat Street, Causeway Bay, Hong Kong (the “Sole Shareholder”), duly represented by Mr. Régis Galiotto, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal,

The above mentioned proxy, being initialled “ne varietur” by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, has requested the notary to record as follows:

II.- That the 12,500 (twelve thousand and five hundred) shares with a nominal value of EUR 1.00 (one euro), representing the whole capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the Sole Shareholder expressly states as having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

1. Notice right;
2. Change of name of the Company;
3. Approval of the subsequent amendment of Article 2 of the articles of association of the Company in order to reflect such amendment; and
4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

*First resolution:*

The Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed of the agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is resolved further that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

*Second resolution:*

It is resolved that the Company's name be effectively and immediately changed to "Bluestar Elkem Solar Co. Ltd. S.à r.l." and also that the articles of the Company be subsequently amended to reflect this change of name.

*Third resolution:*

As a consequence of the foregoing statement and resolution, it is resolved to amend article 2 of the Company's articles to read as follows:

" **Art. 2.** The Company's name is Bluestar Elkem Solar Co. Ltd. S.à r.l."

*Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the above resolutions, have been estimated at about one thousand four hundred Euros (1,400.-EUR).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

*Statement*

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn-up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder have signed with us the notary the present deed.

**Suit la traduction française:**

L'an deux mille quinze, le vingt et un janvier.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de «Fourteen Burdock S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée et existante selon le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant un acte notarié de Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 27 novembre 2014, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 193.251.

I.- L'associé unique de la Société, Bluestar Elkem Investment Co. Ltd, une société organisée selon le droit de Hong Kong, ayant son siège social au 29f, 88 Hing Fat Street, Causeway Bay, Hong (l'«Associé Unique»), est dûment représenté par Mr. Régis Galiotto, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La procuration susmentionnée, signée «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, restera ci-annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui auprès des autorités compétentes.

L'Associé, représenté comme décrit ci-dessus, a demandé au notaire d'acter ce qui suit:

II.- Que les 12,500 (douze mil cinq-cents) parts sociales d'une valeur nominale de 1.00 EUR (un euro) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'Associé Unique confirme avoir été valablement informé à l'avance.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour*

1. Droits de convocation;
2. Changement du nom de la Société;
3. Approbation de la modification subséquente de l'article 2 des statuts de la Société afin de refléter une telle modification; et
4. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

*Première résolution:*

L'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère être valablement convoqué et est donc d'accord pour délibérer et voter sur tous les points de l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation produite à l'assemblée a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un délai suffisant pour lui permettre d'examiner attentivement chaque document.

*Deuxième résolution:*

Il est décidé de modifier la dénomination de la Société avec prise d'effet immédiate pour qu'elle devienne «Bluestar Elkem Solar Co. Ltd. S.à r.l.», et que les statuts de la Société soient également modifiés en conséquence et afin de refléter ce changement de nom.

*Troisième résolution:*

En conséquence de la résolution qui précède, il est décidé de modifier l'article 2 des statuts de la Société, pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2.** La Société a comme dénomination Bluestar Elkem Solar Co. Ltd. S.à r.l.»

*Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de cet Acte, ont été évaluées à environ mille quatre cents Euros (1.400.- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

*Déclaration*

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise constate par la présente que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française. Sur demande de la même personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Et après lecture faite aux membres du bureau, ils ont signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 28 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/2578. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 3 mars 2015.

Référence de publication: 2015037829/113.

(150042687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2015.

---

**Luxembourg Investment Company 55 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 195.074.

—  
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the sixth day of February.

Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

THERE APPEARED:

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, registered with the Luxembourg trade registry under number B 103.123,

here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employee, professionally residing in Esch/Alzette, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy will remain attached to the present deed.

The appearer announced the formation of a company with limited liability ("société à responsabilité limitée"), governed by the relevant law and the present articles.

**Art. 1.** There is formed by those present a company with limited liability which will be governed by law pertaining to such an entity as well as by present articles.

**Art. 2.** The purpose of the company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation or which are members of the same group.

It may open branches in Luxembourg and abroad.

Furthermore, the company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licenses, as well as rights deriving therefrom or supplementing them.

In addition, the company may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad.

In general, the company may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes.

**Art. 3.** The company has been formed for an unlimited period.

**Art. 4.** The company will assume the name of

“Luxembourg Investment Company 55 S.à r.l.” a private limited liability company.

**Art. 5.** The registered office is established in Luxembourg-City. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by mean of a resolution of an extraordinary general meeting of its members.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

**Art. 6.** The company’s corporate capital is fixed at EUR 12.500.- (twelve thousand five hundred euro) represented by 12.500 (twelve thousand five hundred) shares with a par value of EUR 1.- (one euro) each.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

**Art. 7.** The capital may be changed at any time under the conditions specified by article 199 of the law concerning commercial companies.

**Art. 8.** Each share gives rights to a fraction of the assets and profits of the company in direct proportion to its relationship with the number of shares in existence.

**Art. 9.** The transfer of shares is stated in a notarial deed or by private deed. They are made in compliance with the legal dispositions. In case of a single shareholder, the Company’s shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

**Art. 10.** The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of one of the members will not bring the company to an end.

**Art. 11.** Neither creditors nor heirs may for any reason create a charge on the assets or documents of the company.

**Art. 12.** The company is administered by one or several managers, not necessarily members, appointed by the members.

Except if otherwise provided by the general meeting of members, in dealing with third parties the manager or managers have extensive powers to act in the name of the company in all circumstances and to carry out and sanction acts and operations consistent with the company’s object.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one, by the single signature of one of the managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of Managers (namely class A Managers and class B Managers) the Company will only be validly bound by the joint signature of one class A Manager and one class B Manager.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication initiated from Luxembourg enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

Any Manager may act at any meeting by appointing in writing by letter or by cable, telegram, facsimile transmission or e-mail another Manager as his proxy.

A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the board of managers.

**Art. 13.** The manager or managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitment regularly made by them in the name of the company. They are simple authorised agents and are responsible only for the execution of their mandate.

**Art. 14.** Each member may take part in collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each member has voting rights commensurate with his shareholding. Each member may appoint a proxy to represent him at meetings.

**Art. 15.** Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by members owning more than half the share capital. However, resolutions to alter the articles and particularly to liquidate the company may only be carried by a majority of members owning three quarters of the company's share capital.

If the Company has only one member, his decisions are written down on a register held at the registered office of the Company.

**Art. 16.** The company's year commences on the first of January and ends on the thirty-first of December.

**Art. 17.** Each year on the thirty-first of December, the books are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the company's assets and liabilities.

**Art. 18.** Each member may inspect the above inventory and balance sheet at the company's registered office.

**Art. 19.** The receipts stated in the annual inventory, after deduction of general expenses and amortisation represent the net profit.

Five per cent of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent of the share capital. The balance may be used freely by the members.

The balance of the net profits may be distributed to the member(s) commensurate to his/ their share holding in the Company.

The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is authorized to decide and to distribute interim dividends at any time, under the following conditions:

1. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers will prepare an interim statement of accounts which are the basis for the distribution of interim dividends;

2. This interim statement of accounts shows that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits as per the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve in accordance with the Law or these Articles.

**Art. 20.** At the time of the winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, members or not, appointed by the members who will fix their powers and remuneration.

**Art. 21.** The members will refer to legal provisions on all matters for which no specific provision is made in the articles. The undersigned notary states that the specific conditions of article 183 of company act law (Companies Act of 18.9.33) are satisfied.

#### *Transitory Disposition*

The first financial year commences this day and ends on the thirty-first of December two thousand and fifteen.

#### *Subscription and payment.*

The 12.500 (twelve thousand five hundred) shares are subscribed by the sole shareholder as follows:

Intertrust (Luxembourg) S. à r.l..

prenamed: 12.500 (twelve thousand five hundred) shares

The shares thus subscribed have been paid up by a contribution in cash of EUR 12.500 (twelve thousand five hundred euro), so that the amount of EUR 12.500.- (twelve thousand five hundred euro) is at the disposal of the Company.

#### *Estimate of costs.*

The parties estimate the value of formation expenses at approximately 1,500.- euro.

#### *Decisions of the sole shareholder*

The shareholder has taken the following decisions.

1) Is appointed as manager of the company for an undetermined period:

Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l., having its registered office at, 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade registry under number B 103.336.

2) The registered office is established at L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le six février.

Pardevant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

A comparu:

Intertrust (Luxembourg) S. à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 103.123

ici représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, salariée, demeurant professionnellement à Esch/Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La précitée procuration restera annexée aux présentes.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer par les présentes:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte ou qui sont membres du même groupe, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Elle peut créer des succursales au Luxembourg et à l'étranger. Par ailleurs, la société peut acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement.

Elle peut également acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

De plus, la société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation d'immeubles situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société prend la dénomination de «Luxembourg Investment Company 55 S.à r.l.», société à responsabilité limitée.

**Art. 5.** Le siège social est établi à Luxembourg-Ville. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

L'adresse du siège sociale peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à EUR 12.500.- (douze mille cinq cents euros) représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1.- (un euro) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des actionnaires par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale.

**Art. 7.** Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

**Art. 8.** Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

**Art. 9.** Les cessions de parts sociales sont constatées par un acte authentique ou sous seing privé. Elles se font en conformité avec les dispositions légales afférentes. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

**Art. 10.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

**Art. 11.** Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

**Art. 12.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée des associés.

A moins que l'assemblée des associés n'en dispose autrement, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire ou autoriser les actes et opérations relatifs à son objet.

La Société est engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou, lorsqu'ils sont plusieurs, par la signature individuelle d'un des gérants, étant entendu que si l'assemblée générale des associés a désigné différentes classes de Gérants (à savoir des Gérants de classe A et des Gérants de classe B) la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe d'un Gérant de classe A et d'un Gérant de classe B.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion des gérants par conférence téléphonique ou par des moyens de communication similaires à partir du Luxembourg de telle sorte que plusieurs personnes pourront communiquer simultanément. Cette participation sera réputée équivalente à une présence physique lors d'une réunion. Cette décision pourra être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par les gérants y ayant participé.

Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion des gérants en désignant par écrit, par lettre ou par câble, télégramme, télécopie ou email un autre gérant comme son mandataire.

Une décision écrite signée par tous les gérants sera aussi valable et efficace que si elle avait été prise lors d'une réunion du conseil dûment convoquée. Cette décision pourra être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par tous les membres du conseil de gérance.

**Art. 13.** Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 14.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

**Art. 15.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ou la liquidation de la société ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Si la société ne compte qu'un seul associé, ses décisions sont inscrites sur un registre tenu au siège social de la société.

**Art. 16.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

**Art. 17.** Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

**Art. 18.** Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

**Art. 19.** Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance préparera une situation intérimaire des comptes de la Société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. Ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents statuts.

**Art. 20.** Lors de la dissolution de la société la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

**Art. 21.** Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales. Le notaire soussigné constate que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 18 septembre 1933 sont remplies.

*Disposition transitoire.*

Le premier exercice commence le jour de la constitution et finit le trente et un décembre deux mille quinze.

*Souscription et libération.*

Les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sont souscrites par l'associé unique comme suit:

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l., prédésignée: 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales

Les parts ainsi souscrites ont été entièrement libérées par un apport en espèces de EUR 12.500.- (douze mille cinq cents euros), de sorte que le montant de EUR 12.500.- (douze mille cinq cents euros) est à la disposition de la Société.

*Evaluation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société à raison de sa constitution est évalué approximativement à la somme de 1,500.- euros.

*Décisions de l'associé unique*

Ensuite l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1) Est nommé gérant pour une durée indéterminée:

Intertrust Management (Luxembourg) S. à r.l., ayant son siège social à 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 103.336.

2) Le siège social de la société est fixé à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par le présent acte qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 12 février 2015. Relation: EAC/2015/3643. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015037174/261.

(150042329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

**LVS II Lux XVII S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.**

**Capital social: USD 18.000,00.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 186.474.

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth day of the month of January.

Before Us, Me Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned;

THERE APPEARED:

LVS II Luxembourg II S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), with a share capital of eighteen thousand U.S Dollars (USD 18,000), having its registered office at 60, Grand Rue, L-1660 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 176.932 (the "Sole Member"),

represented by Me Oliver MALLWITZ, attorney-at-law, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney, after having been signed ne varietur by the attorney-in-fact and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

The Sole Member requested the undersigned notary to record the following:

I. The Sole Member holds all the shares in LVS II Lux XVII S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), with a share capital of eighteen thousand U.S Dollars (USD 18,000), having its registered office at 60, Grand Rue, L-1660 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 186.474 (the "Company").

The Company was incorporated on 11 April 2014 pursuant to a deed of Maître Carlo Wersandt, which deed has been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N°1685 of 1 July 2014. The articles of association of the Company have not been amended since the Company's incorporation.

II. The Sole Member exercises the powers of the general meeting of the members of the Company in accordance with article 200-2 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

III. The Sole Member wishes to pass resolutions on the following items:

(1) Conversion of the Company into an unregulated securitisation company (société de titrisation) with one or more compartments, in accordance with the Luxembourg law dated 22 March 2004 relating to securitisation, as amended from time to time, in the form of a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the "Conversion").

(2) Subsequent restatement of the articles of association of the Company (the "Articles").

(3) Reappointment of the managers of the Company.

IV. The Sole Member, after due consideration, passed the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Member resolves to approve the Conversion.

*Second resolution*

The Sole Member resolves to restate the Articles, so that from now on they read as follows:

**Title I. - Form - Object - Name - Registered office - Duration**

**Art. 1.** There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the "Company") qualifying as a securitisation company (société de titrisation) within the meaning of the Luxembourg law dated 22 March 2004 relating to securitisation, as amended from time to time (the "Law on Securitisation") and governed by the laws pertaining to such an entity as well as by the present articles (the "Articles").

**Art. 2.** The corporate objects of the Company are to enter into, perform and serve as a vehicle for, any securitisation transactions as permitted under the Law on Securitisation. To that effect, the Company may, inter alia, acquire or assume, directly or through another entity or vehicle, the risks relating to the holding or ownership of claims or loans or other credit facilities and agreements or contracts thereon or related thereto, receivables, insurance policies, loans and and/or other goods or assets (including securities of any kind), either movable or immovable, tangible or intangible, and/or risks relating to liabilities or commitments of third parties or which are inherent to all or part of the activities undertaken by third parties, by issuing securities of any kind whose value or return is linked to these risks.

The Company may assume or acquire these risks by acquiring, by any means, claims, receivables and/or assets, by guaranteeing the liabilities or commitments of third parties or by binding itself in any other way. The method that will be used to determine the value of the securitised assets will be set out in the relevant issue documentation. The Company may, within the limits of the Law on Securitisation, proceed, so far as they relate to securitisation transactions, to:

(i) the acquisition, holding and disposal, in any form, by any means, whether directly or indirectly, of participations, rights and interests in, and obligations of, Luxembourg and foreign companies, in partnerships, limited partnerships, trusts, funds and other entities;

(ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, bonds, debentures, notes and other securities or financial instruments of any kind (including notes or units issued by Luxembourg or foreign mutual funds or similar undertakings and exchangeable or convertible securities) and receivables, claims or loans or other credit facilities and agreements or contracts thereon or related thereto; and

(iii) the ownership, administration, development and management of a portfolio of assets (including, among other things, the assets referred to in (i) and (ii) above).

The Company may borrow in any form. It may enter into loan agreements and it may issue (but not to the public) notes, bonds (including exchangeable or convertible securities), debentures, certificates, shares, warrants and any kind of debt or equity securities, including under one or more issue programmes. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities, within the limits of the Law on Securitisation and provided such lending or such borrowing relates to securitisation transactions, to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company.

The Company may, within the limits of the Law on Securitisation, give guarantees and grant security over its assets in order to secure the obligations it has assumed for the securitisation of these assets or for the benefit of investors (including their trustee or representative, if any) and/or any issuing entity participating in a securitisation transaction of the Company. The Company may not pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all of its assets, unless permitted by the Law on Securitisation.

The Company may enter into, execute and deliver and perform any swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions. The Company may generally employ any techniques and instruments

relating to investments for the purpose of their efficient management, including, but not limited to, techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks. The sole manager or the Board (as defined below) is entitled to create one or more compartments (the "Compartments", each a "Compartment") corresponding each to a separate part of the Company's estate as further described in these Articles.

The descriptions above are to be understood in their broadest sense and their enumeration is not limiting. The corporate objects shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided it is not inconsistent with the foregoing enumerated objects.

In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction, including without limitation, commercial, financial, personal and real estate transactions, which it considers necessary or useful in the accomplishment and development of its corporate objects to the largest extent permitted under the Law on Securitisation.

**Art. 3.** The Company exists under the name of "LVS II Lux XVII S.à r.l."

**Art. 4.** The Company has its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole member or of the extraordinary general meeting of members and it may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the sole manager or the Board (as defined below).

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

**Art. 5.** The Company is constituted for an undetermined period.

## **Title II. - Capital - Shares**

**Art. 6.** The Company's capital is set at eighteen thousand US Dollars (USD 18,000), represented by eighteen thousand (18,000) shares of a par value of one US Dollars (USD 1.-) each, all fully subscribed and entirely paid up.

Each share confers the right to a fraction of the assets and profits of the Company which is not attributable to any Compartment in direct proportion to the number of shares in existence.

**Art. 7.** In case of a sole member, the Company's shares held by the sole member are freely transferable.

In case of plurality of members, the transfer of any share inter vivos to a third party must be authorized by the general meeting of the members who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorization is required for a transfer of shares among the members.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the members who represent three quarters of the rights belonging to the surviving members.

In any case, the requirements of articles 189 and 190 of the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Companies Act") will apply.

## **Titre III. - Management**

**Art. 8.** The Company is managed by one or more managers appointed and revocable, ad nutum, by the sole member or, as the case may be, the general meeting of the members. The managers constitute the board of managers (the "Board"). The Board may choose from among its managers a chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the Board. The Board shall meet upon call by the chairman, at the registered office of the Company or at any other place in the Grand Duchy of Luxembourg indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside all meetings of the Board, but in his absence, the Board may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board must be given to the managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be waived by all the managers present or represented by consent in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. A separate notice will not be required for a Board meeting to be held at a time determined in a prior resolution adopted by the Board.

Managers may approve by unanimous vote a circular resolution by expressing their consent to one or several separate instruments in writing or by telegram, telex, electronic mail or telefax confirmed in writing which shall all together constitute appropriate minutes evidencing such decision.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman or by the chairman pro tempore or by any two managers.

Copies or extracts of resolutions or minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the sole manager or the chairman or the chairman pro tempore or any two managers or any person duly appointed to that effect by the sole manager or the Board.

The Board can validly deliberate and act only if the majority of its members are present or represented by virtue of a proxy, which may be given by letter, telegram, telex, electronic mail or telefax to another manager or to a third party.

Resolutions shall require a majority vote. One or more managers may participate in a Board meeting by means of a conference call, a video conference or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. The Board meeting held by such means of communication is considered as having been held at the registered office of the Company.

The manager(s) is/are appointed for an unlimited duration and is/are vested with the broadest powers in the representation of the Company towards third parties.

The Company will be bound by the signature of the sole manager or, in case of several managers, by the signature of any single manager.

The manager(s) is/are authorized to distribute interim dividends in accordance with the provisions of the Companies Act.

The managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. As simple authorised agents they are responsible only for the execution of their mandate.

The sole manager or the Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest, including the power to transfer, assign or dispose of the assets of the Company in accordance with the Law on Securitisation and the relevant documentation.

All powers not expressly reserved by the Companies Act or by these Articles to the sole member or the members fall within the competence of the sole manager or the Board.

#### **Titre IV. - Decisions of the sole member - Collective decisions of the members**

**Art. 9.** The sole member exercises the powers devolved to a meeting of members by the dispositions of section XII of the Companies Act on sociétés à responsabilité limitée.

As a consequence thereof all decisions which exceed the powers of the sole manager or the Board are taken by the sole member.

In the case of more than one member the decisions which exceed the powers of the sole manager or the Board shall be taken by a meeting of the members.

Each member may appoint a proxy to represent him at meetings.

#### **Titre V. - Financial year - Balance sheet - Distributions**

**Art. 10.** The Company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year.

**Art. 11.** Each year, as of the thirty-first of December, there will be drawn up a record of the assets and liabilities of the Company, as well as a profit and loss account.

The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent (5%) of the net annual profit of the Company shall be transferred to the Company's legal reserve until such time as the legal reserve amounts to one tenth of the issued capital. If at any time and for any reason whatsoever the legal reserve falls below one tenth of the issued capital the five percent annual contribution shall be resumed until such one tenth proportion is restored.

The excess is attributed to the sole member or distributed among the members if there is more than one.

#### **Titre VI. - Dissolution**

**Art. 12.** The Company is not automatically dissolved by the death, the bankruptcy, the interdiction or the financial failure of a member.

In the event of the dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by the sole manager or the Board in office or failing him/them by one or more liquidators appointed by the sole member or by a meeting of members. The liquidator or liquidators shall be vested with the broadest powers in the realisation of the assets and the payment of debts.

The assets after deduction of the liabilities shall be attributed to the sole member or, as the case may be, distributed to the members proportionally to the shares they hold.

#### **Titre VII. - General provisions**

**Art. 13.** The sole manager or the Board may establish one or more Compartments which may be distinguished by the nature of acquired risks or assets, the distinctive terms of the issues made in their respect, the reference currency or other distinguishing characteristics. The terms and conditions of the instruments issued in respect of (the "Instruments"), and the specific objects of, each Compartment shall be determined by the sole manager or the Board and shall be stated in the conditions (the "Conditions") relating to that Compartment. Each holder of Instruments issued by the Company shall be deemed to fully adhere to, and be bound by, the Conditions applicable to these Instruments and these Articles by subscribing to these Instruments.

Subject to any particular rights or limitations for the time being attached to any Instruments, as may be specified in these Articles or upon which such Instruments may be issued including, without limitation, the relevant Conditions, if a Compartment is liquidated, its assets shall be applied in the following order:

(a) first, in payment or satisfaction of all fees, costs, charges, expenses, liabilities and other amounts including any taxes required to be paid (other than amounts referred to in paragraphs (b) and (c) below) incurred by or payable by such Compartment;

(b) secondly, pro rata in payment of any amounts owing to each any hedging counterparty under a hedging agreement; and

(c) thirdly, pro rata in payment of any amounts owing to holders of such Instruments.

No Instruments shall be issued on terms that entitle the holders of any Instruments to participate in the assets of the Company other than the assets (if any) of the relevant Compartment. If the realised net assets of any Compartment are insufficient to pay any amounts otherwise payable in full in accordance with the Conditions and these Articles, the relevant holders shall have no claim against the Company for or in respect of any shortfall and shall have no claim against any other Compartment or any other assets of the Company.

Each Compartment corresponds to a separate part of the Company's assets and liabilities. The rights of holders of Instruments issued in respect of a Compartment and the rights of creditors are limited to the assets of this Compartment, where these rights relate to that Compartment or have arisen at the occasion of the constitution, the operation or the liquidation of that Compartment. The assets of a Compartment are exclusively available to satisfy the rights of holders of Instruments issued in relation to this Compartment and the rights of creditors whose claims have arisen at the occasion of the constitution, the operation or the liquidation of this Compartment.

In the relationship between the holders of Instruments, each Compartment is deemed to be a separate entity.

Fees, costs, expenses and other liabilities incurred on behalf of the Company as a whole shall, unless otherwise determined by the sole manager or the Board, be general liabilities of the Company and shall not be payable out of the assets of any Compartment.

The sole manager or the Board shall establish and maintain separate accounting records for each of the Compartments of the Company for the purposes of ascertaining the rights of holders of Instruments issued in respect of each Compartment for the purposes of these Articles and the Conditions, such accounting records to be conclusive evidence of such rights in the absence of manifest error.

Where any asset is derived from another asset (whether cash or otherwise), such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same Compartment as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset the increase or diminution in the value of such asset shall be applied to the relevant Compartment.

Unless otherwise determined in the Conditions of a Compartment, the sole manager or the Board (or its delegate) may at any time liquidate single Compartments, unless such liquidation occurs in the context of a general liquidation of the Company.

Consolidated accounts of the Company, including all Compartments, shall be expressed in the reference currency of the corporate capital of the Company. The reference currencies of the Compartments may be in different denominations.

The assets and liabilities of the Company and each Compartment shall be valued by the sole manager or the Board or its delegate for the purposes of the accounting records of the Company in accordance with Luxembourg generally accepted accounting principles and, subject thereto, in conformity with any further valuation methods which may be relevant to the assets of the relevant Compartment set out in the relevant Conditions.

**Art. 14.** In accordance with article 64 of the Law on Securitisation, any Investor in, and any Creditor and member of, the Company and any person which has entered into a contractual relationship with the Company (the "Contracting Party") agrees, unless expressly otherwise agreed upon in writing between the Company and the Investor, the Creditor or the Contracting Party, not to (1) petition for bankruptcy of the Company or request the opening of any other collective or reorganisation proceedings against the Company or (2) seize any assets of the Company, irrespective of whether the assets in question belong to:

(i) the compartment in respect of which the Investor has invested or in respect of which the Creditor or the Contracting Party have contractual rights against the Company,

(ii) any other compartment or,

(iii) the assets of the Company which have not been allocated to a compartment (if any).

**Art. 15.** Any claims which the member(s) of the Company may have against the Company (in such capacity) are subordinated to the claims which any creditors of the Company (including the Creditors) or any investors in the Company (including the Investors) may have. The Investors accept and acknowledge that their rights under a compartment may be subordinated to the rights of other Investors under, and/or Creditors of, the same compartment.

**Art. 16.** The operations of the Company shall be supervised by one or more independent external auditors (réviseurs d'entreprises). The auditor(s) shall be appointed by the sole manager or the Board in accordance with the Law on Securitisation.

The sole manager or the Board will determine their number, their remuneration and the term of their office.

**Art. 17.** For all matters not provided for in the present Articles, the member(s) shall refer to the Companies Act and the Law on Securitisation.

*Third resolution*

The Sole Member resolves to reappoint the following persons as managers of the Company for an unlimited duration:

- Mr. Griff Winkler, with professional address at 11 Baker Street, London W1U 3AH, United Kingdom; and
- Mr. Paul Lawrence, with professional address at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg

*Costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately EUR 1600.

*Statement*

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the mandatory of the appearing person, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said mandatory has signed together with Us, the notary, the present deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le trentième jour du mois de janvier.

Pardevant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné;

**A COMPARU:**

LVS II Luxembourg II S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, avec un capital social de dix huit mille Dollars U.S. (USD 18.000), ayant son siège social au 60, Grand Rue, L-1660 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 176.932 (l'«Associé Unique»),

représentée par Me Oliver MALLWITZ, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique a demandé au notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I. L'Associé Unique détient l'intégralité des parts sociales de LVS II Lux XVII S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, avec un capital social de dix huit mille Dollars U.S. (USD 18.000), ayant son siège social au 60, Grand Rue, L-1660 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 186.474 (la «Société»).

La Société a été constituée le 11 avril 2014 en vertu d'un acte de Maître Carlo Wersandt, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 1685 du 1 juillet 2014. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis la constitution de la Société.

II. L'Associé Unique exerce les pouvoirs de l'assemblée générale des associés de la Société, conformément à l'article 200-2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

III. L'Associé Unique souhaite adopter les résolutions suivantes:

(1) Conversion de la Société en société de titrisation non réglementée, avec un ou plusieurs compartiments, conformément à la loi luxembourgeoise du 22 mars 2004 relative à la titrisation, telle que modifiée, sous la forme d'une société à responsabilité limitée (la «Conversion»).

(2) Refonte consécutive des statuts de la Société (les «Statuts»).

(3) Re-nomination des gérants de la Société.

IV. L'Associé Unique, après considération, a adopté les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Associé Unique décide d'approuver la Conversion.

*Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide de refondre les Statuts, de sorte qu'ils auront désormais la teneur suivante:

## **Titre I<sup>er</sup> . - Forme juridique - Objet - Dénomination - Siège - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe une société à responsabilité limitée (la «Société») ayant la qualité de société de titrisation au sens de la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, telle que modifiée de temps en temps (la «Loi sur la Titrisation») et régie par les lois relatives à ce type de société, ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

**Art. 2.** La Société a pour objets sociaux de s'engager, de fonctionner et de servir comme véhicule pour toute transaction de titrisation permise par la Loi sur la Titrisation. A cet effet, la Société peut, entre autres, acquérir ou supporter, directement ou par l'intermédiaire d'une autre entité ou d'un autre organisme, les risques liés à la propriété de titres, de créances ou prêts ou tout autres facilités de crédit ou accords et contrats à cet effet ou y relatifs, polices d'assurance, prêts et de tous biens (incluant des valeurs mobilières de toutes sortes), mobiliers ou immobiliers, corporels ou incorporels ainsi que ceux liés aux dettes ou engagements de tiers ou inhérents à tout ou partie des activités réalisées par des tiers en émettant des valeurs mobilières dont la valeur ou le rendement dépendent de ces risques.

La Société peut prendre en charge ou acquérir ces risques en acquérant par tout moyen les titres, créances et/ou biens, en garantissant les dettes ou les engagements de tiers ou en s'obligeant de toute autre manière. La méthode utilisée pour le calcul de la valeur des biens titrisés sera décrite dans les conditions particulières de l'émission. La Société peut, dans les limites posées par la Loi sur la Titrisation, procéder, à condition que ces opérations aient trait à une ou plusieurs opérations de titrisation, à

(i) l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme que ce soit et par tous moyens, par voie directe ou indirecte, de participations, droits, intérêts et engagements dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, dans des partnerships, des partnerships à responsabilité limitée, des trusts, des fonds et d'autres entités,

(ii) l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs ou instruments financiers de toutes espèces (notamment d'obligations ou de parts émises par des fonds commun de placement luxembourgeois ou par des fonds étrangers, ou tout autre organisme similaire et des obligations échangeables ou convertibles), de prêts ou toute autre facilité de crédit, ainsi que des contrats portant sur les titres précités à cet effet ou y relatifs, et

(iii) la possession, l'administration, le développement et la gestion d'un portefeuille d'actifs (composé notamment d'actifs tels que ceux définis dans les paragraphes (i) et (ii) ci-dessus).

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut être partie à des contrats de prêt et elle peut procéder à l'émission (mais pas par voie d'émission au public) de titres de créances, d'obligations (notamment des obligations échangeables ou convertibles), de certificats, de parts sociales, de warrants et de toutes sortes de titres de dette ou de valeurs mobilières, y compris sous un ou plusieurs programmes d'émissions. Dans les limites posées par la Loi sur la Titrisation, la Société peut prêter des fonds, y compris ceux résultant d'emprunts et/ou d'émissions d'obligations, à ses filiales, à des sociétés affiliées et à toute autre société à condition que ces emprunts ou ces prêts aient trait à une ou plusieurs opérations de titrisation.

La Société peut, dans les limites posées par la Loi sur la Titrisation, consentir des garanties ou des sûretés sur ses avoirs afin d'assurer le respect des obligations qu'elle assume pour la titrisation de ses actifs ou dans l'intérêt des investisseurs (y compris son "trustee" ou son mandataire, s'il y en a) et/ou toute entité participant à une opération de titrisation de la Société. La Société ne peut pas nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs, sauf dans les circonstances où la Loi sur la Titrisation le permet.

La Société peut passer, exécuter, délivrer ou accomplir toutes les opérations de swaps, opérations à terme (futures), opérations sur produits dérivés, marchés à prime (options), opérations de rachat, prêt de titres ainsi que toutes autres opérations similaires. La Société peut, de manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue de leur gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de change, de taux d'intérêt et autres risques.

Le gérant unique ou le Conseil (tel que défini ci-dessous) peut créer un ou plusieurs compartiments ("Compartiments", individuellement un "Compartiment") correspondant chacun à une partie distincte du patrimoine de la Société tel que décrit plus en détails dans les Statuts.

Les descriptions ci-dessus doivent être comprises dans leurs sens le plus large et leur énumération est non limitative. Les objets sociaux couvrent toutes les opérations auxquelles la Société participe et tous les contrats passés par la Société, dans la mesure où ils restent compatibles avec les objets sociaux ciavant explicité.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toutes opérations ou transactions, y inclus sans limite des transactions commerciales, financières, personnelles et immobilières qu'elle considère nécessaires ou utiles pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large autorisée par la Loi sur la Titrisation.

**Art. 3.** La Société existe sous la dénomination de "LVS II Lux XVII S.à r.l.".

**Art. 4.** Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Le siège social peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'associé unique ou d'une assemblée générale extraordinaire des associés et il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du gérant unique ou du Conseil (tel que défini ci-dessous).

La Société peut ouvrir des bureaux et succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

**Art. 5.** La durée de la Société est illimitée.

## Titre II. - Capital - Parts

**Art. 6.** Le capital social est fixé à dix-huit mille Dollars U.S. (USD 18.000), représenté par dix-huit mille (18.000) parts sociales d'une valeur nominale de un Dollars U.S. (USD 1) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

Chaque part sociale donne droit à une fraction des avoirs et bénéfices de la Société qui n'est attribuable à aucun des Compartiments en proportion directe au nombre des parts sociales existantes.

**Art. 7.** En cas d'un associé unique, toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, la cession de toute part sociale inter vivos à un tiers non-associé doit être autorisée par l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de parts sociales entre associés.

La cession de parts sociales mortis causa à des tiers non-associés doit être acceptée par les associés qui représentent trois quarts des droits appartenant aux associés survivants.

Dans tous les cas, les exigences des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915») doivent être respectées.

## Titre III. - Gérance

**Art. 8.** La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés et révocables, ad nutum, par l'associé unique ou, selon le cas, l'assemblée générale des associés. Les gérants constitueront le conseil de gérance (le «Conseil»). Le Conseil peut choisir parmi les gérants un président. Il peut aussi choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, qui sera responsable pour tenir les minutes du Conseil. Le Conseil se réunira sur appel du président, au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg indiqué dans la convocation. Le président présidera toutes les réunions du Conseil, mais en son absence le Conseil peut nommer un autre gérant comme président pro tempore par un vote de la majorité présente à cette réunion.

Une convocation écrite de toute réunion du Conseil doit être donnée aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance de la date prévue pour la réunion, excepté en cas d'urgence, auquel cas la nature et les raisons de cette urgence seront mentionnées dans la convocation. Il peut être renoncé à cette convocation par l'accord écrit de tous les gérants par câble, télégramme, télex ou fax, e-mail ou tout autre moyen de communication. Une convocation séparée ne sera pas requise pour une réunion du Conseil à tenir à une date déterminée dans une précédente décision adoptée par le Conseil.

Les gérants peuvent approuver à l'unanimité une décision prise par voie circulaire en exprimant leur vote sur un ou plusieurs documents écrits ou par télégramme, télex, courrier électronique ou télécopie confirmés par écrit qui constitueront dans leur ensemble les procès-verbaux propres à certifier une telle décision.

Les minutes de toute réunion du Conseil seront signées par le président ou le président pro tempore ou deux gérants.

Des copies ou extraits de résolutions ou de minutes en vue de leur production en justice ou autrement seront signées par le gérant unique ou le président ou le président pro tempore ou deux gérants ou toute autre personne dûment nommée à cet effet par le gérant unique ou le Conseil.

Le Conseil ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée en vertu d'une procuration, qui peut être donnée par écrit, télégramme, télex, courrier électronique ou télécopie à un autre gérant ou à un tiers.

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix. Un ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion du Conseil par conférence téléphonique, par conférence vidéo ou par tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. Une telle participation sera considérée comme équivalent à une présence physique à la réunion. Une réunion du Conseil tenue par ces moyens sera considérée comme ayant été tenue au siège social de la Société

Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) pour une durée indéterminée et est/ sont investi(s) dans la représentation de la Société vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus. La Société sera engagée par la signature individuelle du gérant unique ou, en cas de plusieurs gérants, par la signature individuelle d'un seul gérant.

Le(s) gérant(s) est/sont autorisé(s) à distribuer des dividendes intérimaires moyennant le respect des dispositions de la Loi de 1915.

Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Le gérant unique ou le Conseil a les pouvoirs les plus larges pour exécuter ou faire exécuter tous les actes de cession et d'administration dans l'intérêt social de la Société, y compris le pouvoir de transférer, céder, vendre les biens de la Société conformément à la Loi sur la Titrisation et les documents y relatifs. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi de 1915 ou par les présents statuts à l'assemblée générale des associés sera de la compétence du gérant unique ou du Conseil.

#### **Titre IV. - Décisions de l'associé unique - Décisions collectives d'associés**

**Art. 9.** L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la Loi de 1915 relative aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

En cas de pluralité d'associés, les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus au gérant unique ou au Conseil seront prises en assemblée des associés.

Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

#### **Titre V. - Année sociale - Bilan - Répartitions**

**Art. 10.** L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 11.** Chaque année, au trente et un décembre, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net annuel de la Société sera transféré à la réserve légale de la Société jusqu'à ce que cette réserve atteigne un dixième du capital souscrit. Si à un moment quelconque et pour n'importe quelle raison, la réserve légale représentait moins de un dixième du capital social, le prélèvement annuel de cinq pour cent reprendrait jusqu'à ce que cette proportion de un dixième soit retrouvée.

Le surplus du bénéfice net est attribué à l'associé unique ou, selon le cas, réparti entre les associés.

#### **Titre VI. - Dissolution**

**Art. 12.** La Société n'est pas dissoute automatiquement par le décès, la faillite, l'interdiction ou la déconfiture d'un associé.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par le gérant unique ou le Conseil en fonction ou, à défaut, par un ou plusieurs liquidateurs, nommé(s) par l'associé unique ou, selon le cas, par l'assemblée des associés. Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera attribué à l'associé unique ou, selon le cas, partagé entre les associés dans la proportion des parts dont ils seront alors propriétaires.

#### **Titre VII. - Dispositions générales**

**Art. 13.** Le gérant unique ou le Conseil peut créer un ou plusieurs Compartiments qui peuvent se différencier, entre autres, par la nature des risques ou des biens acquis, les conditions d'émissions de ceux-ci, selon la devise ou selon d'autres caractéristiques. Les règlements et conditions relatifs aux instruments (les «Instruments») émis pour les différents Compartiments ainsi que leur objet respectif sont déterminés par le gérant unique ou le Conseil et sont divulgués dans les conditions (les «Conditions») du Compartiment. Tout détenteur d'Instruments émis par la Société est réputé accepter sans réserve et être lié par les Conditions applicables à ces Instruments ainsi que par les Statuts du fait même de la souscription des Instruments.

Sous réserve de droits particuliers ou de restrictions alors attachées à des Instruments, tels que peuvent les prévoir les Statuts, les Conditions ou tout autre document, si un Compartiment est liquidé, son actif sera réparti comme suit:

(a) premièrement, en paiement ou remboursement de tous les frais, charges, dépenses, honoraires, dettes et autres montants, en ce compris les taxes devant être payées (autres que ceux listés aux points (b) et (c) suivants) dont est redevable ce Compartiment;

(b) deuxièmement, en paiement proratisé de tous montants dus à chaque contrepartie de couverture dans le cadre d'une convention de couverture; et

(c) troisièmement, en paiement proratisé de tous montants dus aux détenteurs de ces Instruments.

Aucun Instrument ne sera émis à des conditions autorisant les détenteurs d'Instruments de participer à l'actif de la Société autre que l'actif relevant du Compartiment concerné. Si le produit de la réalisation de l'actif d'un Compartiment est insuffisant pour payer tous les montants dus conformément aux Conditions et aux Statuts, les détenteurs n'auront aucun recours à l'encontre de la Société en raison de l'insuffisance ni à l'encontre d'aucun autre Compartiment ou de tout autre élément d'actif de la Société.

Les Compartiments correspondent chacun à une partie distincte du patrimoine de la Société. Les droits des détenteurs d'Instruments relatifs à un Compartiment et les droits des créanciers sont limités aux actifs de ce Compartiment, lorsqu'ils sont relatifs à un Compartiment ou nés à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation d'un

Compartiment. Les actifs d'un Compartiment répondent exclusivement des droits des détenteurs d'Instruments relatifs à ce Compartiment et de ceux des créanciers dont la créance est née à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation de ce Compartiment.

Dans les relations entre Détenteurs d'Instruments, chaque Compartiment est traité comme une entité à part.

Les honoraires, dépenses et autres dettes encourus au nom de la Société dans sa globalité sont des dettes générales de la Société sans que les actifs des Compartiments n'en répondent, à moins que le gérant unique ou le Conseil n'en décide autrement. Le gérant unique ou le Conseil s'assurera, dans la mesure du possible, que ces créanciers renoncent à recourir à l'actif des Compartiments.

Le gérant unique ou le Conseil doit établir et maintenir des comptes séparés pour chaque Compartiment de la Société dans le but de déterminer les droits des détenteurs d'Instruments de chaque Compartiment dans le cadre des Statuts et des Conditions, de tels comptes étant une preuve concluante de tels droits en absence d'erreur manifeste.

Si un produit est dérivé d'un autre produit (qu'il s'agisse d'espèces ou non), un tel produit devra être inscrit dans les livres de la Société au même Compartiment que le produit dont il est dérivé et, à chaque réévaluation du produit, l'augmentation ou la diminution de valeur d'un tel produit s'appliquera au Compartiment en question.

Sauf clause contraire dans les Conditions applicables à un Compartiment, le gérant unique ou le Conseil (ou son délégué) peut procéder à tout moment à la liquidation de Compartiments individuels, à moins qu'une telle liquidation n'intervienne dans le cadre d'une liquidation générale de la Société.

Les comptes consolidés de la Société, tous les Compartiments inclus, sont exprimés dans la devise de référence du capital social de la Société. Les Compartiments peuvent utiliser d'autres devises de référence.

L'actif et le passif de la Société et de chaque Compartiment devront être évalués par le gérant unique ou le Conseil (ou son délégué) conformément aux principes comptables luxembourgeois, à la loi luxembourgeoise et aux méthodes d'évaluation adaptées aux risques et/ou actifs détenus dans le Compartiment concerné, telles que décrites dans les Conditions y relatives.

**Art. 14.** Conformément à l'article 64 de la Loi sur la Titrisation, tout Investisseur dans, et tout Créancier et associé de, la Société et toute personne qui est contractuellement liée avec la Société (la «Partie Contractante») acceptent, à moins qu'il n'en ait été expressément convenu autrement par écrit entre la Société et un Investisseur, un Créancier ou la Partie Contractante de ne pas (1) assigner la Société en faillite ou de requérir contre la Société l'ouverture de toute autre procédure collective ou mesure de réorganisation ou de (2) saisir quelque actif que ce soit de la Société, sans considération du fait que les actifs en question appartiennent:

(i) au compartiment dans lequel l'Investisseur a investi ou dans lequel le Créancier ou la Partie Contractante ont des droits contractuels contre la Société, ou

(ii) à tout autre compartiment, ou

(iii) font partie des actifs de la Société qui n'ont pas été alloués à un compartiment (le cas échéant).

**Art. 15.** Toutes les créances que l'associé unique ou les associés de la Société pourraient avoir à l'encontre de la Société (en cette capacité) sont subordonnées aux créances que tout créancier de la Société (y compris les Créanciers) ou tout investisseur (y compris les Investisseurs) pourraient avoir à l'encontre de la Société. Les Investisseurs acceptent et reconnaissent que leurs droits dans un compartiment peuvent être subordonnés aux droits d'autres Investisseurs dans, et/ou de Créanciers de, ce même compartiment.

**Art. 16.** Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises indépendants. Le ou les réviseurs d'entreprises sont nommés par le gérant unique ou le Conseil conformément à la Loi sur la Titrisation.

Le gérant unique ou le Conseil déterminera leur nombre, leur rémunération et les conditions dans lesquelles ils assumeront leurs fonctions.

**Art. 17.** Pour tous les points non expressément prévus aux présents statuts, le ou les associés s'en réfèrent à la Loi de 1915 et la Loi sur la Titrisation.

#### *Troisième résolution*

L'Associé Unique décide de renommer les personnes suivantes comme gérants de la Société pour une durée illimitée:

- M. Griff Winkler, ayant son adresse professionnelle au 11 Baker Street, London W1U 3AH, Royaume-Uni; et

- M. Paul Lawrence, ayant son adresse professionnelle au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

#### *Frais*

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de EUR 1600.

### Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au comparant, connu du notaire par noms, prénoms, états civils et domiciles, ledit comparant a signé ensemble avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: O. Mallwitz et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 9 février 2015. 2LAC/2015/2859. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Releveur (signé): Paul Molling.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mars 2015.

Référence de publication: 2015037202/530.

(150042118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.

### **HPF 1 Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 25.878.218,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 188.637.

In the year two thousand fifteen, on the twenty-first day of January.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

#### THERE APPEARED:

Health Property Fund 1 Feeder SA SICAV-SIF, a public limited liability company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (SICAV) and established as a specialised investment fund (SIF), incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 188.659,

here represented by Peter-Jan Smet, Advocaat, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg, on 20 January 2015.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder"), representing the entire share capital of HPF 1 Holdco S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 188.637 incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on 27 June 2014 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2551 on 20 September 2014 (hereinafter the "Company"). The articles of association were amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on 24 September 2014 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 3657 on 2 December 2014.

The Sole Shareholder, representing the entire share capital, declared having waived any notice requirement and deliberated on the following agenda:

#### Agenda

1. Reduction of the share capital of the Company by an amount of six hundred thousand euro (EUR 600,000.00) in order to reduce it from its present amount of twenty-six million four hundred seventy-eight thousand two hundred eighteen euro (EUR 26,478,218.00) represented by five hundred and twenty-nine thousand five hundred and sixty-four (529,564) ordinary shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each and twenty-five million nine hundred and forty-eight thousand six hundred and fifty-four (25,948,654) mandatory redeemable preferred shares, each with a par value of one euro (EUR 1) each by cancellation of twelve thousand (12,000) ordinary shares and five hundred eighty-eight thousand (588,000) mandatory redeemable preferred shares;

2. Amendment of article 5.1 of the Company's articles of association;

3. Deletion of article 6.1.3 of the Company's articles of association and renumbering accordingly;

4. Amendment of article 6.1.5 (of the current numbering) of the Company's articles of association, and

5. Miscellaneous.

The Sole Shareholder required the undersigned notary to enact the following resolutions:

#### *First resolution*

The Sole Shareholder resolves to reduce the share capital of the Company by an amount of six hundred thousand euro (EUR 600,000.00) in order to reduce it from its present amount of twenty-six million four hundred seventy-eight thousand two hundred eighteen euro (EUR 26,478,218.00) represented by five hundred and twenty-nine thousand five hundred and sixty-four (529,564) ordinary shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each and twenty-five million nine hundred and forty-eight thousand six hundred and fifty-four (25,948,654) mandatory redeemable preferred shares, with a par value of one euro (EUR 1) each, down to twenty-five million eight hundred seventy-eight thousand two hundred eighteen euro (EUR 25,878,218.-), by the redemption and cancellation of twelve thousand (12,000) ordinary shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each and by the cancellation of five hundred eighty-eight thousand (588,000) mandatory redeemable preferred shares, with a par value of one euro (EUR 1) each, already redeemed by the Company.

As a consequence of the redemption and cancellation of the ordinary shares, the Sole Shareholder shall receive an amount of twelve thousand euro (EUR 12,000) corresponding to the nominal value of the ordinary shares which the Sole Shareholder held.

The Sole Shareholder acknowledges that five hundred eighty-eight thousand (588,000) mandatory redeemable preferred shares hereby cancelled were redeemed pursuant to a decision of the board of managers of the Company and that the Sole Shareholder already received a payment of five hundred eighty-eight thousand euro (EUR 588,000) corresponding to the nominal value of the mandatory redeemable preferred shares so redeemed.

#### *Second resolution*

As a consequence of the preceding resolution, the Sole Shareholder decided to amend article 5.1 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

" **5.1.** The Company's share capital is set at twenty-five million eight hundred seventy-eight thousand two hundred eighteen euro (EUR 25,878,218.-), represented by five hundred seventeen thousand five hundred sixty-four (517,564) ordinary shares (the "Ordinary Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1) each and twenty-five million three hundred sixty thousand six hundred fifty-four (25,360,654) mandatory redeemable preferred shares (the "MRPS", together with the Ordinary Shares hereinafter the "Shares"), with a par value of one euro (EUR 1) each."

#### *Third resolution*

The Sole Shareholder resolves to delete article 6.1.3 of the articles of association of the Company which stipulates that "the redemption of MRPS can only be made if followed by a cancellation of the MRPS so redeemed". As a consequence article 6 of the articles of association of the Company shall henceforth be renumbered as follows:

##### **" Art. 6. Shares.**

6.1 The Company's share capital is divided into Ordinary Shares and MRPS, each of them having the same nominal value.

6.1.1 Each MRPS will give right to a preferential and cumulative dividend at the annual rate of 5 % of the nominal value of said MRPS, which shall accrue daily and be calculated assuming a 365 day year (the "Preferred Dividend"). In case the approved annual accounts relating to a given financial year show a loss with regard to such financial year, no Preferred Dividend may be actually paid during the financial year following the financial year the loss has been recorded.

Holders of MRPS have no right to any other dividends distributed. Distributions regarding Ordinary Shares shall be made to the holders of Ordinary Shares in proportion to the shares they hold in the Company.

6.1.2 Except as otherwise provided herein (or in any written agreement which may be entered into among the shareholders of the Company), all subscribed MRPS shall be redeemable (a) upon request of the Company, and (b) in any case, after ten (10) years as from the date of issuance of the MRPS (the "Mandatory Redemption Date"). The redemption shall take place pursuant to a decision of the board of managers.

6.1.3 Except as provided otherwise in these articles (or by a written agreement which may be entered into between the Company and the shareholders), the redemption price of each MRPS shall be equal to (a) (i) the aggregated nominal value of all the MRPS plus the portion of the balance of the related share premium account, if any, attached to the MRPS, (ii) plus accrued and unpaid Preferred Dividend on redeemed MRPS, if any (b) divided by the number of outstanding MRPS at the time of the redemption (the "Redemption Value").

6.1.4 The MRPS may only be partially or entirely redeemed by the Company to the extent that (a) the Company is not insolvent or will not be insolvent after making such payment, i.e. that the Company can no longer pay its debts as they fall due and there is no possibility of obtaining further credit, (b) the redemption will not have the effect of reducing the aggregate net assets below the minimum subscribed capital plus the reserves which may not be distributed and (c) the Company has sufficient available resources for such redemption in accordance with the Law.

If the Company is not permitted by Law to redeem all MRPS on their Mandatory Redemption Date, the Company shall redeem the maximum number of MRPS which the Company is then permitted to redeem. Such redemption will be made on a pro rata basis from each MRPS holder.

6.1.5 The Company may redeem its Ordinary Shares within the limits set forth by Law. However, the redemption of the Ordinary Shares is subject to the prior redemption of all the MRPS.

6.1.6 Except as otherwise provided in a written agreement which may be entered into among the shareholders of the Company, at least fifteen (15) days prior to the redemption date, written notice shall be sent by registered mail or internationally recognized overnight courier to each registered shareholder of the MRPS to be redeemed, at his or her address last shown in the shareholders register of the Company, notifying such holder of the number of MRPS so to be redeemed, specifying the redemption date, the redemption price, the procedures necessary to submit the MRPS to the Company for redemption and the valuation of the redemption price, as provided for in this section 6.1.3. The redemption price of such MRPS shall be payable to the order of the person whose name appears on the share register as the owner thereof on the bank account.

6.1.7 The MRPS are subordinated to all type of creditors but senior to the Ordinary Shares or other type of Shares. In case of liquidation of the Company, each MRPS holder is entitled to the Redemption Value attributable to the MRPS held by him under the conditions set forth in these articles of incorporation.

6.1.8 After payment of all third party debts and liabilities of the Company or deposit of the necessary funds to that effect, each MRPS holder will have a preferential right to payment and be entitled to the Redemption Value attributable to the MRPS held by him. If the Company cannot pay such amounts in full to all the MRPS holders, payment will be made on a pro rata basis to each MRPS and to each holder of MRPS. A holder of MRPS shall participate in the liquidation surplus.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.”

#### *Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend article 6.1.5 (old numbering), i.e. article 6.1.4 (new numbering) of the Company’s articles of association in order to replace the word “insolvent” by “bankrupt”, so that the article shall henceforth be read as follows:

“ **6.1.4.** The MRPS may only be partially or entirely redeemed by the Company to the extent that (a) the Company is not bankrupt or will not be bankrupt after making such payment, i.e. that the Company can no longer pay its debts as they fall due and there is no possibility of obtaining further credit, (b) the redemption will not have the effect of reducing the aggregate net assets below the minimum subscribed capital plus the reserves which may not be distributed and (c) the Company has sufficient available resources for such redemption in accordance with the Law.

If the Company is not permitted by Law to redeem all MRPS on their Mandatory Redemption Date, the Company shall redeem the maximum number of MRPS which the Company is then permitted to redeem. Such redemption will be made on a pro rata basis from each MRPS holder.”

#### *Costs and Expenses*

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at EUR 2,000.-.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction en français du texte qui précède**

L’an deux mille quinze, le vingt et un janvier.

Par-devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Health Property Fund 1 Feeder SA SICAV-SIF, une société d’investissement à capital variable (SICAV) prenant la forme d’une société anonyme (SA) qualifiant comme fonds d’investissement spécialisée (FIS), constituée et régie selon les lois du Luxembourg, dont le siège social se situe à 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 188.659,

ici représentée par Peter-Jan Smet, Advocaat, ayant son domicile professionnel à Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée à Luxembourg, le 20 Janvier 2015.

La procuration, paraphée en varetur par le mandataire de la comparante et par le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d’enregistrement.

La comparante est l’associé unique («l’Associé Unique»), représentant l’intégralité du capital social de HPF 1 Holdco S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-

Duché de Luxembourg, immatriculé auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 188.637 constituée selon acte reçu par le notaire soussigné, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 27 juin 2014 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2551 en date du 20 septembre 2014 (ci-après la «Société»). Les statuts ont été modifiés la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 24 septembre 2014 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3657 en date du 2 décembre 2014.

L'Associé Unique, représentant l'intégralité du capital social, ayant déclaré avoir renoncé à toute formalité de convocation a délibéré sur l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Réduction du capital social de la Société d'un montant de six cent mille euros (EUR 600.000,00) afin de le réduire de son montant actuel de vingt-six millions quatre cent soixante-dix-huit mille deux cent dix-huit euros (EUR 26.478.218,00) représenté par cinq cent vingt-neuf mille cinq cent soixante-quatre (529.564) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune et vingt-cinq millions neuf cent quarante-huit mille six cent cinquante-quatre (25.948.654) parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables, chacune ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1), par l'annulation de douze mille (12.000) parts sociales ordinaires et cinq cent quatre-vingt-huit mille (588.000) parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables;

2. Modification de l'article 5.1 des statuts de la Société;

3. Suppression de l'article 6.1.3 des statuts de la Société et renumérotation en conséquence;

4. Modification de l'article 6.1.5 (de la numérotation actuelle) des statuts de la Société; et

5. Divers

L'Associé Unique requiert le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Associé Unique décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de six cent mille euros (EUR 600.000,00) afin de le réduire de son montant actuel de vingt-six millions quatre cent soixante-dix-huit mille deux cent dix-huit euros (EUR 26.478.218,00) représenté par cinq cent vingt-neuf mille cinq cent soixante-quatre (529.564) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune et vingt-cinq millions neuf cent quarante-huit mille six cent cinquante-quatre (25.948.654) parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables, chacune ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1), à celui de vingt-cinq millions huit cent soixante-dix-huit mille deux cent dix-huit (EUR 25.878.218,00), par le rachat et l'annulation de douze mille (12.000) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) et par l'annulation de cinq cent quatre-vingt-huit mille (588.000) parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables, chacune ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) et ayant déjà été rachetées par la Société.

En conséquence du rachat et de l'annulation des parts sociales ordinaires, l'Associé Unique recevra un montant de douze mille euros (EUR 12.000,00) correspondant à la valeur nominale des parts sociales ordinaires que l'Associé Unique détenait.

L'Associé Unique reconnaît que cinq cent quatre-vingt-huit mille (588.000) parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables annulées par le présent acte ont été rachetées conformément à une décision du conseil de gérance de la Société et que l'Associé Unique a déjà reçu un paiement de cinq cent quatre-vingt-huit mille euros (EUR 588.000) correspondant à la valeur nominale des parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables ayant été rachetées.

#### *Deuxième résolution*

En conséquence de la résolution qui précède, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à vingt-cinq millions huit cent soixante-dix-huit mille deux cent dix-huit (EUR 25.878.218,00), représenté par cinq cent dix-sept mille cinq cent soixante-quatre (517.564) parts sociales ordinaires (les «Parts Sociales Ordinaires») ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune et vingt-cinq millions trois cent soixante mille six cent cinquante-quatre (25.360.654) parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables (les «APOR», ensemble avec les Parts Sociales Ordinaires, les «Parts Sociales»), ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.»

#### *Troisième résolution*

L'Associé Unique décide de supprimer l'article 6.1.3 des statuts de la Société qui précise que «le rachat des APOR ne peut être fait que s'il est suivi par une annulation des APOR ainsi rachetées». En conséquence l'article 6 des statuts de la Société devra être renuméroté de la manière suivante:

#### **Art. 6. Parts sociales.**

6.1 Le capital social de la Société est divisé en Parts Sociales Ordinaires et en APOR ayant chacune la même valeur nominale.

6.1.1 Chaque APOR donnera droit à un dividende préférentiel et cumulatif au taux annuel de 5 % de la valeur nominale desdites APOR, qui augmente quotidiennement et sera calculé en supposant une année de 365 jours (le «Dividende Prioritaire»). Dans le cas où les comptes annuels approuvés relatifs à un exercice font apparaître une perte à l'égard de cet exercice social, aucun Dividende Prioritaire ne pourra être effectivement versé au cours de l'exercice suivant l'exercice au cours duquel la perte a été enregistrée.

Les détenteurs d'APOR n'ont pas le droit à d'autres dividendes distribués. Les distributions concernant les Parts Sociales Ordinaires seront faites pour les détenteurs de Parts Sociales Ordinaires en proportion des parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

6.1.2 Sauf disposition contraire dans ces statuts (ou dans tout accord écrit qui serait conclu entre les associés de la Société), toutes les APOR souscrites sont rachetables

(a) à la demande de la Société, et (b) en tout cas, après dix (10) ans à compter de la date d'émission des APOR (la «Date De Rachat Obligatoire»). Le rachat aura lieu conformément à une décision du conseil de gérance.

6.1.3 Sauf disposition contraire dans ces statuts (ou par un accord écrit qui serait conclu entre la Société et les associés), le prix de rachat de chaque APOR est égal à (a) (i) la valeur nominale cumulée de toutes les APOR plus la partie du solde du compte de prime d'émission relatif, le cas échéant, attaché aux APOR, (ii) plus les Dividendes Privilégiés courus et non rémunérés sur les APOR rachetées, le cas échéant, (b) divisée par le nombre d'APOR au moment du rachat (la «Valeur De Rachat»).

6.1.4 Les APOR ne pourront être partiellement ou entièrement rachetées par la Société que dans la mesure où (a) la Société n'est pas insolvable ou ne sera pas insolvable après avoir fait ce paiement, à savoir que la Société ne peut plus payer ses dettes à leur échéance et qu'il n'y a aucune possibilité d'obtenir un crédit supplémentaire, (b) le rachat n'aura pas pour effet de réduire l'actif net cumulé en dessous du capital souscrit minimum augmenté des réserves non distribuables et (c) la Société dispose de ressources suffisantes pour ce rachat, conformément à la Loi.

Si la Société n'est pas autorisée par la Loi à racheter toutes les APOR à leur Date De Rachat Obligatoire, la Société rachètera le nombre maximum d'APOR que la Société est autorisée à racheter ensuite. Ce rachat sera effectué au prorata de chaque détenteur d'APOR.

6.1.5 La Société peut racheter ses Parts Sociales Ordinaires dans les limites fixées par la Loi. Toutefois, le rachat des Parts Sociales Ordinaires est soumis au rachat préalable de toutes les APOR.

6.1.6 Sauf dispositions contraires dans un accord écrit qui pourrait être conclu entre les associés de la Société, au moins quinze (15) jours avant la date de rachat, un avis écrit doit être envoyé par courrier recommandé ou courrier international reconnu à chaque associé nominatif des APOR à racheter, à sa dernière adresse indiquée dans le registre des associés de la Société, indiquant à ce détenteur le nombre d'APOR à racheter, en précisant la date de rachat, le prix de rachat, les procédures nécessaires pour soumettre les APOR à la Société pour le rachat et l'évaluation du prix de rachat, tel que prévu dans le présent article 6.1.3. Le prix de rachat de ces APOR doit être libellé à l'ordre de la personne dont le nom figure sur le registre des associés comme étant le détenteur du compte bancaire.

6.1.7 Les APOR sont subordonnées à tous les types de créanciers, mais supérieur aux Parts Sociales Ordinaires ou d'autres types d'actions. En cas de liquidation de la Société, chaque détenteur d'APOR a droit à la Valeur De Rachat attribuable aux APOR détenues par lui dans les conditions énoncées dans les présents statuts.

6.1.8 Après paiement de toutes les dettes et obligations de la Société vis-à-vis de tiers ou de dépôt des fonds nécessaires à cet effet, chaque détenteur d'APOR aura un droit préférentiel de paiement et a droit à la Valeur De Rachat attribuable aux APOR détenues par lui. Si la Société ne peut pas payer ces montants en entier à tous les détenteurs d'APOR, le paiement sera effectué sur une base pro rata à chaque APOR et à chaque détenteur d'APOR. Le détenteur d'APOR participe au boni de liquidation.

6.2 Les parts sociales de la Société sont nominatives.

6.3 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, avec un nombre maximal de quarante (40) associés.

6.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

#### *Quatrième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier l'article 6.1.5 (de l'ancienne numérotation), à savoir l'article 6.1.4 (de la nouvelle numérotation) des statuts de la Société afin de remplacer le terme «insolvable» par «en état de faillite», de telle manière à ce que cet article ait la teneur suivante:

6.1.4 Les APOR ne pourront être partiellement ou entièrement rachetées par la Société que dans la mesure où (a) la Société n'est pas en état de faillite ou ne sera pas en état de faillite après avoir fait ce paiement, à savoir que la Société ne peut plus payer ses dettes à leur échéance et qu'il n'y a aucune possibilité d'obtenir un crédit supplémentaire, (b) le rachat n'aura pas pour effet de réduire l'actif net cumulé en dessous du capital souscrit minimum augmenté des réserves non distribuables et

(c) la Société dispose de ressources suffisantes pour ce rachat, conformément à la Loi.

Si la Société n'est pas autorisée par la Loi à racheter toutes les APOR à leur Date De Rachat Obligatoire, la Société rachètera le nombre maximum d'APOR que la Société est autorisée à racheter ensuite. Ce rachat sera effectué au prorata de chaque détenteur d'APOR.

#### *Frais et Dépenses*

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à EUR 2.000,-.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande de la même comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P.-J. SMET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 28 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/2580. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 3 mars 2015.

Référence de publication: 2015037922/282.

(150042704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2015.

### **FMC Technologies Global Rental Tools S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 30.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 195.123.

#### — STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-first day of January.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

#### THERE APPEARED:

FMC Technologies Tool Holdings S. à r.l., a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L - 2453 Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies,

here represented by Solange Wolter-Schieres, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party have requested the notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

#### **A. Name - Purpose - Duration - Registered office**

**Art. 1. Name.** There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name FMC Technologies Global Rental Tools S. à r.l.. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

#### **Art. 2. Purpose.**

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in view of its realisation by sale, public offering, exchange or otherwise.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may further conduct (i) the global purchase and leasing of equipment and equipment tools for oilfield service work and (ii) the global purchase and leasing of intellectual property relating to items in clause (i).

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful in accomplishment of these purposes.

### **Art. 3. Duration.**

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

### **Art. 4. Registered office.**

4.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

## **B. Share capital - Shares**

### **Art. 5. Share Capital.**

5.1 The Company's share capital is set at thirty thousand US Dollars (USD 30,000.-) represented by thirty thousand (30,000) shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings of shareholders.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

### **Art. 6. Shares.**

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum number of shareholders not exceeding forty (40).

6.4 The death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

### **Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.**

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been designated as representative in relation to the Company.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders, at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, to his wife/husband or any other legal heir of the deceased shareholder.

## **C. Management**

### **Art. 8. Powers of the sole manager; composition and powers of the board of managers.**

8.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers composed of at least one (1) Class A manager and one (1) Class B manager. If the Company

is managed by one manager, to the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of managers" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole manager".

8.2 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, including, for the avoidance of doubt, the power to make all elections (whether tax or non-tax) for and on behalf of the Company, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

#### **Art. 9. Election, removal and term of office of managers.**

9.1 The manager(s) shall be elected by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

9.2 The managers are elected and may be removed from office at any time, with or without cause, by a vote of the shareholders representing more than half of the Company's share capital.

#### **Art. 10. Vacancy in the office of a manager.**

10.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, retirement or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

10.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

#### **Art. 11. Convening meetings of the board of managers.**

11.1 The board of managers shall meet upon call by any manager, at the place indicated in the notice of meeting. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company, unless otherwise indicated in the notice of meeting.

11.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

11.3 No prior notice shall be required in case all the members of the board of managers are present or represented at such meeting and have waived any convening requirement, or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

#### **Art. 12. Conduct of meetings of the board of managers.**

12.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

12.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of shareholders and of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

12.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more, but not all of his colleagues.

12.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other telecommunication means, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

12.5 The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is and at least one (1) Class A manager and one Class B manager are present or represented at a meeting of the board of managers..

12.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote.

12.7 Save as otherwise provided by the Law, any manager who has, directly or indirectly, an interest in a transaction submitted to the approval of the board of managers which conflicts with the Company's interest, must inform the board of managers of such conflict of interest and must have his declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant manager may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Any such conflict of interest must be reported to the next general meeting of shareholders prior to taking any resolution on any other item.

12.8. The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. The manager may express his consent

separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

**Art. 13. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.**

13.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any, or, in his absence, by the chairman pro tempore. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any manager.

13.2 The decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

**Art. 14. Dealing with third parties.** The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, (ii) if the Company has several managers, by the joint signatures of one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager, or (iii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers.

#### D. Decisions of the shareholders

**Art. 15. Collective decisions of the shareholders.** Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

**Art. 16. Powers of the general meeting of shareholders; written shareholders' resolutions.**

16.1 In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders on such date, an annual general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of meeting. If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting.

16.2 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association. Save a higher majority as provided herein, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

16.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25), collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing. Such written resolutions are only validly taken in accordance with the Law in so far as such written resolution is approved by shareholders owning more than half of the share capital.

**Art. 17. Change of nationality.** The shareholders may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent.

**Art. 18. Amendments of the articles of association.** Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

**Art. 19. Powers of the sole shareholder.** In the case of a sole shareholder, such shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

#### E. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

**Art. 20. Financial year.** The financial year of the Company shall begin on first January of each year and shall end on thirty-first December of the same year.

**Art. 21. Annual accounts and Allocation of profits.**

21.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

21.2. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

21.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

21.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

21.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's annual net profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

21.6 Unless otherwise provided in these articles of association, each share is entitled to the same fraction of such balance.

#### **Art. 22. Interim dividends - Share premium.**

22.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to an reserve which the law or these articles of association do not allow to be distributed.

22.2 Any share premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the foregoing provisions.

### **F. Supervision of the Company**

#### **Art. 23. Auditor(s).**

23.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditor(s) and shall determine their term of office.

23.2 Any statutory auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

23.3 The statutory auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

23.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditor'(s) (reviseur(s) d'entreprises agree (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, the institution of statutory auditor(s) is suppressed.

23.5. Any independent auditor may only be removed with cause or with its approval by the general meeting of shareholders.

### **G. Liquidation**

#### **Art. 24. Liquidation.**

24.1 In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders, deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

24.2 Unless otherwise provide in these articles of association, the surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

### **H. Final clause - Governing law**

**Art. 25. Governing Law.** All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

#### *Transitional provisions*

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on the thirty-first December 2015.

2. Interim dividends may also be distributed during the Company's first financial year.

#### *Subscription and payment*

The thirty thousand (30,000) issued shares have been subscribed as follows:

- thirty thousand (30,000) shares have been subscribed by FMC Technologies Tool Holdings S. à r.l., aforementioned, for the price of one US Dollar (USD 1.-) each;

All the shares so subscribed are fully paid-up in cash so that the amount of thirty thousand US Dollars (USD 30,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of thirty thousand US Dollars (USD 30,000) is entirely allocated to the share capital.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

*Resolutions of the shareholder*

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and considering himself as duly convened, has thereupon passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 6, rue Eugène Ruppert, L - 2453 Luxembourg;
2. The following persons, are appointed as Class A Managers of the Company for an unlimited term:
  - Mr. Jose Cadena, born on 19 October 1964 in Salinas, California, USA, current address at 2374 Bolsover, Houston, Texas, USA;
  - Mr. Richard Clark, born on 4 October 1963 in Memphis, Tennessee, USA, current address at 2003 Chelsea Creek Lane, Houston, Texas, USA,
3. The following persons, are appointed as Class B Managers of the Company for an unlimited term:
  - Mrs. Ingrid Cernicchi, born on 18 May 1983 in Metz, France, current professional address at 6, rue Eugène Ruppert, L - 2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
  - Mr. Tamás Péter Mark, born on 8 June 1981 in Budapest, Hungary, current professional address at 6, rue Eugène Ruppert, L - 2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary this deed.

**Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:**

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, den einundzwanzigsten Januar.

Vor uns, Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

**IST ERSCIENEN:**

FMC Technologies Tool Holdings S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg mit Sitz in 6, rue Eugène Ruppert, L - 2453 Luxembourg, noch nicht im Handelsregister Luxemburg eingetragen,

vertreten durch Frau Solange Wolter-Schieres, geschäftsansässig in Luxemburg, kraft einer ihr erteilten Vollmacht.

Die Vollmacht bleibt nach Zeichnung ne varietur durch die Erschienene und den unterzeichneten Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben eingetragen zu werden.

Die erschienene Partei hat den Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) urkundlich festzustellen, welche sie mit der folgenden Satzung gründen:

**A. Name - Zweck - Dauer - Sitz**

**Art. 1. Firmenname.** Nunmehr besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter dem Firmennamen FMC Technologies Global Rental Tools S. à r.l.. (die „Gesellschaft“) nach Maßgabe der Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung.

**Art. 2. Zweck.**

2.1 Gesellschaftszweck ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an in und ausländischen Gesellschaften und sonstigen Vermögensanlagen in jeder Form; der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf deren Verwertung durch Verkauf, ein öffentliches Angebot, Tausch oder auf sonstige Art.

2.2 Die Gesellschaft kann weiter für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Recht jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, Finanzmittel beschaffen, insbesondere Aufnahme von Darlehen oder Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jede Form von Schuldscheinen.

2.4 Die Gesellschaft kann weiterhin (i) weltweit Ausrüstung und Werkzeuge für Erdölfeldwartungsarbeiten erwerben und vermieten und (ii) weltweit geistiges Eigentum im Zusammenhang mit Punkt (i) erwerben und vermieten.

2.5 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur sowie im Zusammenhang mit gewerblichem Rechtsschutz oder Grundbesitz vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

### **Art. 3. Dauer.**

3.1 Die Gesellschaft wird für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form gefasst wird.

### **Art. 4. Sitz.**

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Geschäftsführungsrates verlegt werden. Er kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form gefasst wird, in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Geschäftsführungsrates im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Geschäftsführungsrat entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen können, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

## **B. Gesellschaftskapital – Anteile**

### **Art. 5. Gesellschaftskapital.**

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt dreißig tausend US Dollar (USD 30.000,-), aufgeteilt in dreißig tausend (30.000) Anteile mit einem Nominalwert von einem US Dollar (USD 1,-) pro Anteil.

Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme an ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.

5.2 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile gemäß den gesetzlichen Bestimmungen zurückkaufen.

### **Art. 6. Anteile.**

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit gleichem Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein anderes, ähnliches, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

### **Art. 7. Anteilsregister und Übertragung von Anteilen.**

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, das von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem von mehreren Personen gehaltenen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Die Anteile dürfen inter vivos neuen Gesellschaftern nur mit der Zustimmung von Gesellschaftern in einer Gesellschafterversammlung, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, übertragen werden.

7.5 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung gemäß Artikel 1690 des Code Civil in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.6 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters nur mit Zustimmung von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel der den Überlebenden gehörenden Rechte vertreten, an neue Gesellschafter übertragen werden. Ein derartiger Beschluss ist jedoch nicht erforderlich, wenn die Anteile an Eltern, Nachkommen oder den/die überlebende/n Ehepartner/in oder jedem anderem gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters übertragen werden.

## **C. Geschäftsführung**

### **Art. 8. Zusammensetzung und Befugnisse des Geschäftsführungsrates.**

8.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Sollte die Gesellschaft durch mehrere Geschäftsführer geleitet werden, dann bilden diese den Geschäftsführungsrat, sich aus mindestens einem (1) Geschäftsführer der Klasse A und einem (1) Geschäftsführer der Klasse B zusammensetzt. Sofern die Gesellschaft von einem

einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „Einzelgeschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Geschäftsführungsrat“ als Verweis auf den Einzelgeschäftsführer auszulegen.

8.2 Der Geschäftsführungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, einschließlich, zur Klarstellung der Ausübung von Wahlrechten steuerlicher oder nichtsteuerlicher Natur, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Handlungen.

#### **Art. 9. Wahl, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.**

9.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung gewählt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

9.2 Geschäftsführer können jederzeit ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, abberufen werden.

#### **Art. 10. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.**

10.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Rücktritt oder aus einem anderem Grund aus seinem Amt, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum, kommissarisch bis zur nächsten Gesellschafterversammlung besetzt werden, in welcher diese im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Neubesetzung entscheidet.

10.2 Für den Fall, dass der Einzelgeschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

#### **Art. 11. Einladung zu Sitzung des Geschäftsführungsrats.**

11.1 Der Geschäftsführungsrat versammelt sich auf Einberufung durch seinen Vorsitzenden oder durch eines seiner Mitglieder an dem in der Ladung angegebenen Ort. Die Geschäftsführungsratssitzungen finden, soweit in der Ladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

11.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Geschäftsführungsrats schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Ladung zu bezeichnen sind. Eine solche Ladung ist nicht notwendig, falls alle Geschäftsführer per Post, Faxschreiben, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels, ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie des unterzeichneten schriftlichen Einverständnisses ein hinreichender Nachweis ist. Auch ist eine Ladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats dann nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Geschäftsführungsrats bestimmt worden sind.

11.3 Eine Ladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Ladungsvoraussetzungen abbedungen haben, oder im Falle von schriftlichen und von allen Mitgliedern des Geschäftsführungsrats unterzeichneten Umlaufbeschlüssen.

#### **Art. 12. Durchführung von Geschäftsführungsratssitzungen.**

12.1 Der Geschäftsführungsrat kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Geschäftsführungsrat kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Geschäftsführungsrats sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Geschäftsführungsrats verantwortlich ist.

12.2 Sitzungen des Geschäftsführungsrats werden durch den Vorsitzenden des Geschäftsführungsrats geleitet, sofern dieser anwesend ist. In dessen Abwesenheit kann der Geschäftsführungsrat jedoch ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

12.3 Ein Mitglied des Geschäftsführungsrats kann an einer Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats durch ein unterzeichnetes Dokument, welches per Faxschreiben, E-Mail oder ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel übermittelt wird, schriftlich bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Mitglied des Geschäftsführungsrats kann einen oder mehrere aber nicht alle Kollegen aus dem Verwaltungsrat vertreten.

12.4 Eine Sitzung des Geschäftsführungsrats kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen, abgehalten werden. Eine solche Teilnahme ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und eine derartig abgehaltene Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

12.5 Der Geschäftsführungsrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist, davon mindestens ein (1) Geschäftsführer der Klasse A und mindestens ein (1) Geschäftsführer der Klasse B.

12.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Geschäftsführungsrats hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme.

12.7 Unbeschadet etwaiger gesetzlicher Vorschriften muss jedes Mitglied des Geschäftsführungsrats, das an einer Transaktion, die dem Geschäftsführungsrat zur Entscheidung vorliegt, ein direktes oder indirektes ein Interesse hat,

welches dem Interesse der Gesellschaft entgegensteht, den Geschäftsführungsrat über diesen Interessenkonflikt informieren, und diese Erklärung muss ins Protokoll der betreffenden Sitzung aufgenommen werden. Das betreffende Mitglied des Geschäftsführungsrats kann weder an der Beratung über die in Frage stehende Transaktion teilnehmen, noch darüber abstimmen. Die nächste Gesellschafterversammlung muss über einen solchen Interessenskonflikt vor der Beschlussfassung über andere Tagesordnungspunkte informiert werden.

12.8 Der Geschäftsführungsrat kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung per Faxschreiben, per E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Die Geschäftsführer können ihre Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines so gefassten Beschlusses.

#### **Art. 13. Protokoll von Sitzungen des Geschäftsführungsrats - Protokoll der Entscheidungen des Einzelgeschäftsführers.**

13.1 Das Protokoll einer Sitzung des Geschäftsführungsrats wird vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates oder, im Falle seiner Abwesenheit, von dem Vorsitzenden pro tempore unterzeichnet. Jede Kopie und jeder Auszug solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgezeigt werden müssen, müssen vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates, unterzeichnet werden.

13.2 Die Entscheidungen des Einzelgeschäftsführers müssen in ein Protokoll aufgenommen werden, welches von dem Einzelgeschäftsführer unterzeichnet werden muss. Jede Kopie und jeder Auszug solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder aus sonstigen Gründen benötigt werden, müssen vom Einzelgeschäftsführer unterzeichnet werden.

**Art. 14. Geschäfte mit Dritten.** Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen (i) durch die Unterschrift des Einzelgeschäftsführers oder, (ii) für den Fall, dass die Gesellschaft über mehrere Geschäftsführer verfügt, durch die gemeinsame Unterschrift eines (1) Geschäftsführers der Klasse A und eines (1) Geschäftsführers der Klasse B, oder (iii) durch die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Geschäftsführungsrat übertragen worden ist.

### **D. Entscheidungen der Gesellschafter**

**Art. 15. Kollektive Entscheidungen der Gesellschafter.** Jeder Gesellschafter kann unabhängig von der Anzahl der von ihm gehaltenen Anteile an gemeinschaftlichen Entscheidungen teilnehmen. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile hält oder vertritt.

#### **Art. 16. Befugnisse der Gesellschafterversammlung; Schriftliche Gesellschafterbeschlüsse.**

16.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, soll eine jährliche Hauptversammlung innerhalb von sechs (6) Monaten nach dem Ende jedes Geschäftsjahres in Luxemburg am eingetragenen Sitz der Gesellschaft, oder an jedem anderen in der Ladung bezeichneten Ort in Luxemburg, stattfinden. Falls der Tag der Hauptversammlung ein gesetzlicher Feiertag ist, wird sie auf nächsten Werktag verschoben. Andere Gesellschafterversammlungen finden an demjenigen Ort und zu demjenigen Zeitpunkt statt, der in der Ladung festgelegt worden ist.

16.2 Die Gesellschafterversammlung verfügt über die vom Gesetz und von dieser Satzung vorgesehene Befugnisse. Außer im Fall von durch diese Satzung vorgesehenen strengeren Mehrheitserfordernissen sind Gesellschafterbeschlüsse nur dann wirksam gefasst, wenn eine Anzahl von Gesellschaftern zustimmt, die gemeinsam mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals hält.

16.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, können gemeinschaftliche Entscheidungen, die an sich der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, wirksam im Wege eines Umlaufbeschlusses getroffen werden. Diese gemeinschaftlichen Entscheidungen sind nur dann im Sinne des Gesetzes wirksam getroffen, wenn der betreffende Umlaufbeschluss von Gesellschaftern unterzeichnet wird, die gemeinsam mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten.

**Art. 17. Änderung der Nationalität.** Die Nationalität der Gesellschaft kann nur durch einstimmigen Beschluss der Gesellschafter geändert werden.

**Art. 18. Änderung der Satzung.** Vorbehaltlich anderer Regelungen in dieser Satzung erfordert die Änderung der Satzung einen Beschluss (i) der Mehrheit der Gesellschafter und (ii) einer Mehrheit von mindestens Dreiviertel des gehaltenen Gesellschaftskapitals.

**Art. 19. Befugnisse des Einzelgesellschafters.** Für den Fall, dass ein Einzelgesellschaftler die Gesellschaft hält, übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung gemäß Abschnitt XII des Gesetzes von 1915 aus. Für diesen Fall ist jeder Hinweis auf die „Gesellschafterversammlung“ je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, als Verweis auf den Einzelgesellschaftler zu verstehen, und die Befugnisse, die an sich der Gesellschafterversammlung zustehen, stehen in diesem Fall dem Einzelgesellschaftler zu.

### **F. Geschäftsjahr - Gewinne – Zwischendividenden**

**Art. 20. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

### **Art. 21. Jahresabschluss und Gewinne.**

21.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Geschäftsführungsrat erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Bedingungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

21.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung soll dann nicht mehr verpflichtend sein, sobald und solange die Gesamtsumme der Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft beträgt.

21.3 Die durch einen Gesellschafter an die Gesellschaft erbrachten Einlagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

21.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann im Verhältnis dazu die gesetzliche Rücklage der Gesellschaft herabgesetzt werden, so dass sie stets zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

21.5 Auf Vorschlag des Geschäftsführungsrates bestimmt die Gesellschafterversammlung, wie der verbleibende Rest des Jahresnettogewinns der Gesellschaft nach den gesetzlichen Regelungen und den Regelungen dieser Satzung verwendet werden soll.

21.6 Soweit in dieser Satzung nichts anderes bestimmt wird, berechtigt jeder Anteil zur gleichen Teilhabe am Jahresnettogewinn.

### **Art. 22. Zwischendividenden - Ausgabeagio.**

22.1 Der Geschäftsführungsrat kann Zwischendividenden zahlen auf Grundlage von durch den Geschäftsführungsrat vorzulegenden Zwischenabschlüssen, welche belegen, dass ausreichende Mittel für eine Zwischendividende zur Verfügung stehen. Der ausgegebene Betrag darf die seit Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Beiträge, welche nach den Regelungen dieser Satzung und des Gesetzes einer Rücklage zugeführt werden müssen, nicht übersteigen.

22.2 Das Ausgabeagio und andere ausschüttbare Rücklagen können gemäß den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 frei an die Aktionäre ausgeschüttet werden.

## **F. Aufsicht der Gesellschaft**

### **Art. 23. Rechnungsprüfer.**

23.1 Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch einen oder mehrere satzungsmäßigen Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)), vorausgesetzt, sie hat mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter. Die Gesellschafterversammlung ernennt die satzungsmäßigen Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

23.2 Jeder satzungsmäßige Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Hauptversammlung der Gesellschafter abberufen werden.

23.3 Die satzungsmäßigen Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Recht zur Aufsicht und Kontrolle bezüglich aller Geschäfte der Gesellschaft.

23.4 Wenn die Gesellschafterversammlung im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprise agréé(s)) ernannt hat, ersetzen diese die satzungsmäßigen Rechnungsprüfer.

23.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Hauptversammlung der Gesellschafter abberufen werden.

## **G. Liquidation**

### **Art. 24. Liquidator.**

24.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidator ausgeführt, welche von der Hauptversammlung der Gesellschafter ernannt werden, die die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Bezahlung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird, haben die Liquidatoren unbegrenzte Rechte bei Verwertung der Vermögenswerten und Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

24.2 Soweit in dieser Satzung nicht anderes bestimmt ist, wird der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile verteilt.

## **H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht**

**Art. 25. Anwendbares Recht.** Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

### *Übergangsbestimmungen*

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am einunddreißigsten Dezember 2015.

2. Zwischendividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

### Zeichnung und Zahlung

Die dreißig tausend (30.000,-) auszubehenden Anteile werden wie folgt gezeichnet:

FMC Technologies Tool Holdings S. à r.l., vorbenannt, zeichnete dreißig tausend (30.000)- Anteile zum Preis von einem US Dollar (USD 1.-) jeweils;

Alle gezeichneten Anteile wurden voll in bar eingezahlt, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von dreißig tausend US Dollar (USD 30.000,-) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Der Ausgabebetrag besteht aus dreißig tausend US Dollar (USD 30.000,-) die dem Gesellschaftskapital zukommen.

### Auslagen

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit ihrer Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf [EUR 1.500,-] geschätzt.

### Hauptversammlung des Gesellschafters

Der Gründer der Gesellschaft, welcher das gesamte Gesellschaftskapital vertritt und die sich als ordnungsgemäß geladen erachtet, hat daraufhin folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Anschrift des Gesellschaftssitzes ist in 6, rue Eugène Ruppert, L -2453 Luxembourg;

2. Die folgenden Personen werden als Geschäftsführer der Klasse A der Gesellschaft für eine unbeschränkte Zeit ernannt:

- Herr Jose Cadena, geboren am 19. Oktober 1964 in Salinas, Kalifornien, USA, wohnhaft 2374 Bolsover, Houston, Texas, USA;

- Herr Richard Clark, geboren am 4. Oktober 1963 in Memphis, Tennessee, USA, wohnhaft 2003 Chelsea Creek Lane, Houston, Texas, USA,

3. Die folgenden Personen werden als Geschäftsführer der Klasse B der Gesellschaft für eine unbeschränkte Zeit ernannt:

- Frau Ingrid Cernicchi geboren am 18. Mai 1983 in Metz, Frankreich, berufsansässig 6, rue Eugène Ruppert, L - 2453 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg;

- Herr Tamás Péter Mark, geboren am 8. Juni 1981 in Budapest, Ungarn, berufsansässig 6, rue Eugène Ruppert, L - 2453 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg;

Worüber diese notarielle Urkunde, in Luxemburg zum eingangs, erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht, bestätigt hiermit auf Ersuchen der erschienenen Partei, dass die Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei, die dem Notar mit Name, Vorname und Wohnsitz bekannt ist, verlesen wurde, hat der Bevollmächtigte die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: S. WOLTER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 26 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/2226. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 4. März 2015.

Référence de publication: 2015037844/566.

(150042929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2015.

### **EFR Group Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 189.543.

Les statuts coordonnés au 23/02/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 10/03/2015.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2015039132/12.

(150044782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

**Macquarie Aircraft Leasing Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1475 Luxembourg, 37, rue du Saint Esprit.

R.C.S. Luxembourg B 121.660.

—  
CLÔTURE DE LIQUIDATION

In the year two thousand and fifteenth, on the twenty-ninth day of January,

Before Maître Blanche MOUTRIER, notary residing at Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg), acting in replacement of Maître Francis KESSELER, notary residing at Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg) who will keep the original of this deed.

THERE APPEARED:

MACQUARIE AIRCRAFT LEASING HOLDINGS (2) LIMITED, a company having its registered office at 1<sup>st</sup> Floor, Connaught House, 1 Burlington Road, Dublin 4, Republic of Ireland (the "Sole Shareholder");

The Sole Shareholder is here duly represented by Mrs. SOFIA AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, with professional address in Esch/Alzette, 5, rue Zénon Bernard, Grand-Duchy of Luxembourg, in virtue of a proxy given under private seal on 28 January 2015.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder declares to the notary that:

i. MACQUARIE AIRCRAFT LEASING FINANCE S.A. is a public limited liability company ("société anonyme"), having its registered office at 37, rue du Saint-Esprit, L-1475 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of commerce and companies ("Registre de Commerce et des Sociétés") under number B. 121.660 (the "Company") and incorporated and governed under the laws of Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a deed drawn up by Maître Joseph Elvinger, notary public residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) on 2 November 2006, whose articles of association have been published in Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated 29 December 2006, number 2428, page 116528.

ii. The articles of association of the Company (the "Articles") have been amended several times and for the last time pursuant to a deed drawn up by Maître Francis Kessler, pre-named, on 21 March 2011, which has been published in Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated 4 July 2011, number 1459, page 70004.

All this having been declared, the Sole Shareholder, holding 100% of the share capital of the Company, represented as stated here above, has immediately taken the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder DECLARES explicitly to PROCEED with the dissolution of the Company.

*Second resolution*

The Sole Shareholder DECLARES its CAPACITY as LIQUIDATOR of the Company.

*Third resolution*

The Sole Shareholder DECLARES that all known debts have been paid and all assets have been liquidated, except an intercompany receivable for an amount of USD 119,395.00 and cash for an amount of USD 1,991.00, as this appears from the financial statements of the Company as at 31 December 2014 (the "Financial Statements") and in particular the pro-forma balance sheet therein.

*Fourth resolution*

The Sole Shareholder RESOLVES to APPROVE the Financial Statements as the accounts applicable at the liquidation date.

*Fifth resolution*

The Sole Shareholder RESOLVES to TAKE OVER all assets, liabilities and commitments of the Company, whether known or unknown.

*Sixth resolution*

The Sole Shareholder RESOLVES to GIVE full discharge to the following directors ("administrateurs") of the Company for their mandate up to this date:

- (i) Mr. Brian WHEATLEY, director ("administrateur");
- (ii) Mr. Philip POWELL, director ("administrateur");
- (iii) Mr. Charles ROEMERS, director ("administrateur"); and
- (iv) Mr. Jean-François TRAPP, director ("administrateur").

*Seventh resolution*

As a consequence of the above taken resolutions, the Sole Shareholder DECLARES the liquidation closed.

*Eighth resolution*

The Sole Shareholder RESOLVES to GRANT full power of attorney to Mr. Benoit MASSART, lawyer and/or Ms Aneta BARNAS, lawyer, and/or any other lawyer and/or any employee of the law firm Roemers Trapp Pautot, attorneys-at-law, with offices at 37, rue du Saint-Esprit, L-1475 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, acting individually and with full power of substitution, to do all acts with respect to all the post liquidation operations (closing the bank account, making the relevant publication and declarations, allocating the remaining cash, liaising with Luxembourg third parties in connection with the post liquidation matters) in the name and on behalf of the Sole Shareholder, acting in its capacity as liquidator.

*Ninth resolution*

The Sole Shareholder RESOLVES that the Company's documents will be kept for a period of five years following the publication of these resolutions in the Luxembourg Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, at the following address: 37, rue du Saint-Esprit, L-1475 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

*Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg), on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the appearing person known to the notary, by her surnames, first names, civil status and residences, the said appearing person signed together with Us, the notary, the present original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf janvier,

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en remplacement de Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg) lequel dernier restera dépositaire de la présente minute.

**A COMPARU:**

MACQUARIE AIRCRAFT LEASING HOLDINGS (2) LIMITED, une société ayant son siège social au 1<sup>er</sup> étage, Connaught House, 1 Burlington Road, Dublin 4, République d'Irlande (l'"Actionnaire Unique");

L'Actionnaire Unique est ici représenté par Mme SOFIA AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, demeurant professionnellement à Esch/Alzette, 5, rue Zénon Bernard, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 28 janvier 2015.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour être soumise avec elles aux formalités de l'enregistrement.

L'Actionnaire Unique déclare au notaire que:

i. MACQUARIE AIRCRAFT LEASING FINANCE S.A. est une société anonyme, ayant son siège social au 37, rue du Saint-Esprit, L-1475 Luxembourg, Grand - Duché de Luxembourg et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B. 121.660 (la "Société") et constituée et régie par le droit luxembourgeois en vertu d'un acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg (Grand - Duché de Luxembourg) le 2 novembre 2006, dont les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 29 décembre 2006, numéro 2428, page 116528.

ii. Les statuts de la Société (les «Statuts») ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois en vertu d'un acte reçu par Maître Francis Kessler, précité, le 21 mars 2011, lequel a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 4 juillet 2011, numéro 1459, page 70004.

Ces déclarations faites, l'Actionnaire Unique, détenant 100% du capital de la Société, représenté tel que décrit ci-dessus, a immédiatement pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Actionnaire Unique DECLARE explicitement PROCEDER à la dissolution de la Société.

*Deuxième résolution*

L'Actionnaire Unique DECLARE sa QUALITE de LIQUIDATEUR de la Société.

#### *Troisième résolution*

L'Actionnaire Unique DECLARE que toutes les dettes connues ont été payées et que tous les actifs ont été liquidés, à l'exception d'une créance intra-groupe d'un montant de 119.395 USD et d'argent liquide pour 1.991 USD, tel que cela apparaît des comptes de la Société arrêtés au 31 décembre 2014 (les «Comptes») et en particulier le bilan pro-forma inclus.

#### *Quatrième résolution*

L'Actionnaire Unique DECIDE d'APPROUVER les Comptes en tant que comptes intérimaires applicables à la date de liquidation.

#### *Cinquième résolution*

L'Actionnaire Unique DECIDE de REPRENDRE à sa charge tous les actifs, passifs et engagements financiers de la Société, connus ou inconnus.

#### *Sixième résolution*

L'Actionnaire Unique DECIDE de DONNER pleine et entière décharge aux administrateurs suivants de la Société pour leur mandat jusqu'à ce jour:

- (i) M. Brian WHEATLEY, administrateur;
- (ii) M. Philip POWELL, administrateur;
- (iii) M. Charles ROEMERS, administrateur; et
- (iv) M. Jean-François TRAPP, administrateur.

#### *Septième résolution*

En conséquence des résolutions adoptées ci-dessus, l'Actionnaire Unique DECLARE la liquidation clôturée.

#### *Huitième résolution*

L'Actionnaire Unique DECIDE de DONNER procuration à M. Benoit MASSART, juriste et/ou Mme Aneta BARNAS, juriste et/ou tout autre juriste et/ou employé du Cabinet d'Avocats Roemers Trapp Pautot, Avocats à la Cour, situé au 37, rue du Saint-Esprit, L-1475 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant individuellement et avec plein pouvoir de substitution, pour prendre toutes les mesures concernant toutes les opérations de post-liquidation (clôture du compte bancaire, publications et déclarations nécessaires, allocation des espèces restants, coordination avec les autorités luxembourgeoises en ce qui concerne la liquidation) au nom et pour le compte de l'Actionnaire Unique, agissant en sa capacité de liquidateur.

#### *Neuvième résolution*

L'Actionnaire Unique DECIDE que les documents de la Société seront conservés pour une période de cinq ans suivant la publication de ces résolutions au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, à l'adresse suivante: 37, rue du Saint-Esprit, L-1475 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que la partie comparante a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de ladite partie comparante, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante connue du notaire instrumentant par ses noms, prénoms, état et demeure, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Conde, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 05 février 2015. Relation: EAC/2015/3010. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015038022/149.

(150042664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2015.

---

**Winch Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 109.460.

L'an deux mille quinze, le vingt-trois janvier,

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire de la société

WINCH PROPERTIES S.à r.l.

une société à responsabilité limitée, dont le siège social est établi à L-1610 Luxembourg, 4-6, Avenue de la Gare, constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 juin 2005, publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, en date du 16 novembre 2005, numéro 1218, page 58.450.

A comparu à cet effet:

Mars Properties S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit de luxembourgeois, ayant son siège social à L-1610 Luxembourg, 4-6, Avenue de la Gare, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 110.571

ici représentée par Madame Priscillia Clechet, employée privée, ayant son adresse professionnelle à L-1610 Luxembourg, 4-6, avenue de la Gare, agissant en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associée unique de la dite société, et en sa qualité d'associée unique, la dite partie comparante a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

L'associée unique décide de changer le régime de signature sous lequel la société sera valablement engagée. Ainsi, l'associée unique décide que dorénavant la société sera valablement engagée, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de Gérance.

*Deuxième résolution:*

En exécution de ce qui précède, l'associée unique décide de modifier l'article 12 alinéa 4 des statuts pour lui conférer dorénavant la teneur suivante:

**dans la version anglaise des statuts:**

“ **Art. 12. fourth paragraph.** The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of two members of the board of managers.

The board of managers may elect among its members a general manager who may bind the Company by his sole signature, provided he acts within the limits of the powers of the board of managers.”

**dans la version française des statuts:**

« **Art. 12. quatrième alinéa.** En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de gérance.

Le Conseil de gérance peut élire parmi ses membres un gérant-délégué qui aura le pouvoir d'engager la Société par la seule signature, pourvu qu'il agisse dans le cadre des compétences du Conseil de gérance.»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signés: P. CLECHET, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 03 février 2015. Relation: EAC/2015/2693. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME.

PETANGE, le 4 mars 2015.

Référence de publication: 2015037482/52.

(150041875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2015.